

VOYAGE AU COEUR DU SYSTEME POLITIQUE MAROCAIN



TAQAFA
MOUWATINA



Intégré par Racines
جذور
RACINES
Association pour le
développement culturel
du Maroc et en Afrique

Cofinancé par l'Union européenne



- COORDINATION GÉNÉRALE : QUITTERIE BERCHON
- COORDINATION SCIENTIFIQUE : AADEL ESSAADANI
- TEXTES : ELIAS KHROUZ
- CONCEPTION/ILLUSTRATION : REDA BOUASSRIA
- EDITING : RAJAE HAMMADI
- TRADUCTION : HOUDA BOUTAIB
- IMPRESSION : MAROC IMPRESSION

Cette publication a été produite dans le cadre du projet **taqafa mouwatina**, initié par l'Association Racines et cofinancé par l'union européenne,

Ce projet vise l'émancipation et la libération de la parole des citoyens à travers la promotion de l'éducation civique et citoyenne.



Janvier 2019

cette publication a été produite avec le soutien financier de l'union européenne. son contenu relève de la seule responsabilité de l'Association Racines et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'union européenne.



SOMMAIRE

1. LA ROYAUTE.	10
2. LE POUVOIR EXECUTIF.	14
3. LE POUVOIR LEGISLATIF.	18
4. LE POUVOIR JUDICIAIRE.	21
5. L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'ADMINISTRATION.	22
5.1. LES STRUCTURES ELECTIVES.	22
5.1.1. LES COMMUNES.	22
5.1.2. LES PREFECTURES OU PROVINCES.	24
5.1.3. LES REGIONES.	24
5.2. LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES.	27
6. LA PARTICIPATION CITOYENNE.	28
6.1. LES ELECTIONS.	28
6.2. LA VIE ASSOCIATIVE.	30
6.3. LES DROITS DE MOTION ET DE PETITION.	31
6.3.1. LA MOTION.	31
6.3.2. LA PETITION.	32
6.4. LA SAISINE D'AUTORITES.	34

LE MAROC EST
UNE MONARCHIE
CONSTITUTIONNELLE,
DÉMOCRATIQUE,
PARLEMENTAIRE
ET SOCIALE

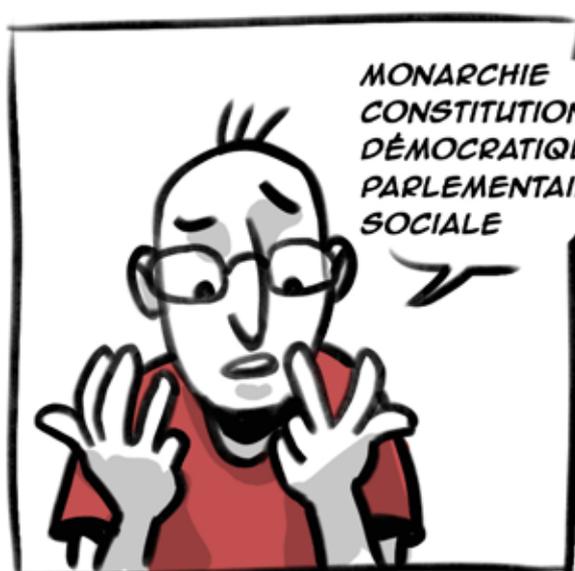


LE SYSTÈME POLITIQUE MAROCAIN.

Bien qu'il soit extrêmement difficile de définir un système politique, posons d'ores et déjà quelques bases de réflexion concernant le système marocain.

L'article premier de la Constitution indique que « le Maroc est une monarchie constitutionnelle, démocratique, parlementaire et sociale ».

Une monarchie constitutionnelle est un régime politique avec un roi héréditaire dont les pouvoirs sont limités par une constitution. La monarchie constitutionnelle s'oppose à la monarchie absolue.



A ce titre, la monarchie parlementaire est une variante de la monarchie constitutionnelle, avec un monarque qui représente l'Etat et est garant de la continuité des institutions, laissant l'essentiel du pouvoir à un gouvernement responsable devant un parlement autour duquel s'articule la représentation nationale. Dans un régime parlementaire, le gouvernement est issu de la majorité parlementaire.

Effectivement, la Constitution encadre l'interaction entre les pouvoirs d'une part, et entre les pouvoirs et le Roi d'autre part. De plus, le chef du gouvernement, tête du pouvoir exécutif, est issu du parti ayant remporté les élections, et est responsable devant le parlement.

L'analogie avec nombre de monarchies constitutionnelles et parlementaires doit s'arrêter là, car le régime politique marocain dispose de caractéristiques spécifiques, avec un Roi qui, plus qu'un arbitre, gouverne et est l'acteur principal du jeu politique et un lien d'allégeance fort entre la monarchie et la Nation.

L'article premier de la Constitution place la monarchie comme une constante fédératrice du système.

Nous commencerons donc notre étude par une brève analyse des principaux pouvoirs et fonctions du Roi (1.).

L'article premier de la Constitution rajoute ensuite que :

« Le régime constitutionnel du Royaume est fondé sur la séparation, l'équilibre et la collaboration des pouvoirs, ainsi que sur la démocratie citoyenne et participative, et les principes de bonne gouvernance et de la corrélation entre la responsabilité et la reddition des comptes ». Ce même article établit que « l'organisation territoriale du Royaume est décentralisée » et fondée sur « une régionalisation avancée ».

Nous retiendrons surtout les idées de :

- Séparation et équilibre des pouvoirs. Ainsi, nous analyserons les rapports entre les pouvoirs, dans le cadre de l'étude du pouvoir exécutif (2.), du pouvoir législatif (3.) et du pouvoir judiciaire (4.). D'emblée, il convient d'indiquer que le Roi n'est pas considéré comme l'un des pouvoirs mentionnés ci-dessus et qu'il n'est pas concerné par la séparation des pouvoirs.
- Organisation territoriale décentralisée. Il est important d'inclure dans nos développements une brève description des échelons administratifs existants (5.).
- Démocratie citoyenne et participative. Ainsi, nous détaillerons certains des moyens de participation des citoyens à la vie politique (6.), notamment par les élections (avec un rôle clairement assigné à l'opposition), la vie associative, la motion, la pétition ou la saisine d'autorités.



1 - LA ROYAUTÉ

L'institution royale jouit d'une dimension supra-institutionnelle, dans le sens où elle se situe un cran au-dessus des autres institutions.

Tout d'abord en raison de ses fonctions religieuses. Conformément à l'article 41 de la Constitution, le Roi est Amir Al Mouminine et veille à ce titre au respect de l'Islam, qui rappelle qu'il est une constante du Royaume et limite, complète ou conditionne de nombreuses libertés publiques.

Dans l'exercice de cette fonction, le Roi préside le Conseil Supérieur des Oulémas, qui est la seule instance habilitée à prononcer les consultations religieuses (Fatwas), qui peuvent avoir une répercussion dans certains domaines légaux (par exemple en matière de droit de la famille ou de réglementation applicable à la finance islamique).

L'une des grandes nouveautés de la Constitution est de séparer formellement les pouvoirs civils et les pouvoirs religieux.

D'un point de vue strictement politique, l'article 42 de la Constitution prévoit que le Roi est le « Chef de l'Etat, son Représentant Suprême, Symbole de l'unité de la Nation, Garant de la pérennité et de la continuité de l'Etat et Arbitre Suprême entre ses institutions ».

Cela est fondamental car de nombreuses interventions du Roi sont légitimées par son rôle d'arbitre entre les institutions. Il doit donc veiller « au respect de la Constitution, au bon fonctionnement des institutions constitutionnelles, à la protection du choix démocratique et des droits et libertés des citoyennes et des citoyens ». A titre d'illustration, un grand nombre des questions sur lesquelles le conseil national des droits de l'homme (CNDH) a émis un rapport où des recommandations ont été posées par le Roi.

Contribue également à ce statut suprême le fait que sa personne soit inviolable et que le respect lui soit dû, conformément à l'article 46 de la Constitution. Le respect lui est dû y compris par les membres du Parlement, justifiant dans le cas contraire une poursuite ou une arrestation (article 64).

Rôle fondamental, rôle suprême pour reprendre les termes de la Constitution, mais rôle encadré. Ainsi, l'alinéa 3 de l'article 42 indique que « le Roi exerce ses missions par dahirs en vertu des pouvoirs qui Lui sont expressément dévolus par la présente Constitution ».

Le Roi ne peut donc pas se saisir de pouvoirs qui ne lui reviennent pas, notamment de pouvoirs dévolus au Parlement ou au gouvernement. Il s'agit d'une des principales avancées de la Constitution.



L'ARTICLE 42



LE ROI EST :

- le chef de l'état,
- son représentant suprême,
- symbole de l'unité de la nation,
- garant de la pérennité et de la continuité de l'état
- Arbitre suprême entre les institutions ...

Les principaux pouvoirs du roi vis-à-vis du gouvernement sont les suivants :

- Il nomme le Chef du Gouvernement au sein du parti politique arrivé en tête des élections des membres de la Chambre des Représentants ;
- Il nomme les membres du gouvernement, sur proposition du Chef du Gouvernement. Nous précisons qu'il ne s'agit pas d'un pouvoir formel, le Roi pèse véritablement sur la composition du Gouvernement ;
- Il met fin aux fonctions d'un ou plusieurs membres du gouvernement, après consultation du Chef du Gouvernement ou sur la demande de celui-ci. Nous précisons que la décision revient dans ces deux cas au Roi qui peut ne pas suivre l'avis ou la demande du Chef du Gouvernement.
- Il préside le Conseil des ministres, composé du Chef du Gouvernement et des ministres, réuni à l'initiative du Roi ou du Chef du Gouvernement, qui délibère notamment sur les « orientations stratégiques de la politique de l'Etat ». Par conséquent, bien que le Roi n'exerce pas en tant que tel le pouvoir exécutif, il a une forte influence sur le gouvernement qui est responsable devant lui et suit ses instructions en Conseil des ministres.

Les principaux pouvoirs du roi vis-à-vis du pouvoir législatif sont les suivants :

- Il promulgue les lois définitivement adoptées par les Chambres, dans les trente jours suivant leur transmission au gouvernement.
Il ne s'agit pas là d'une faculté mais d'une obligation du Roi, qui n'a a priori aucun droit de veto sur les lois adoptées.
- Il peut demander aux deux Chambres du Parlement qu'il soit procédé à une nouvelle lecture de tout projet ou proposition de loi.
Cette demande de nouvelle lecture ne peut être refusée. En revanche, elle n'implique pas nécessairement que le Parlement doive suivre les instructions du Roi quant au contenu d'une loi. Potentiellement, le Parlement pourrait confirmer un texte identique ou similaire après nouvelle lecture.
- Il peut dissoudre l'une des Chambres du Parlement, ou les deux, après avoir consulté le Président de la Cour Constitutionnelle et informé le Chef du Gouvernement, le Président de la Chambre des représentants et le Président de la Chambre des conseillers, et après avoir adressé un message à la Nation.
Le Roi exerce donc également une influence certaine sur le Parlement à travers son pouvoir de dissolution. Toutefois, et cela constitue l'une des grandes avancées de la Constitution de 2011, il n'a pas l'initiative des lois ni un droit de veto lui permettant de bloquer une loi adoptée par le Parlement.

Les principaux pouvoirs du roi vis-à-vis du pouvoir judiciaire sont

de présider le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire et d'approuver la nomination des magistrats. Il supervise clairement le fonctionnement du pouvoir judiciaire. Ainsi, l'article 107 de la Constitution indique que le Roi est le garant de l'indépendance du pouvoir judiciaire, c'est-à-dire de son indépendance par rapport au pouvoir exécutif et au pouvoir législatif.

Enfin, le roi dispose des pouvoirs fondamentaux suivants :

- Il dirige les Forces Armées Royales et préside le Conseil supérieur de sécurité, qui fixe les stratégies de sécurité intérieure et extérieure du pays.
- Il représente le Maroc sur la scène internationale, en signant et en ratifiant les traités.
- Il peut proclamer l'état d'exception, après avoir consulté le Chef du Gouvernement, en prenant les rênes du pays pendant la période d'exception.



*EH BEN DIS DONC
IL PÈSE CE MARTEAU !*

*C'EST LE MOINS
QU'ON PUISSE DIRE*



2

- LE POUVOIR EXÉCUTIF

Le pouvoir exécutif est composé du gouvernement, c'est-à-dire du chef du gouvernement et des ministres et secrétaires d'Etat, dont le nombre et la composition peut varier d'un gouvernement à l'autre.

Le Chef du gouvernement est désigné dans le parti majoritaire aux élections législatives.

La loi organique n° 065-13 détaille l'organisation, la conduite des travaux des membres du gouvernement ainsi que le statut des ministres.

Le gouvernement est placé sous la responsabilité du chef du gouvernement, qui détermine les missions et attributions de chacun de ses membres.

Malgré la répartition des missions,

le gouvernement fonctionne selon le principe de la solidarité gouvernementale, l'ensemble des ministres devant suivre les mêmes orientations et s'abstenir d'afficher une position contraire.

Les principaux pouvoirs du gouvernement sont les suivants :

- Le Chef du gouvernement a l'initiative des lois, c'est-à-dire qu'il peut initier un projet de loi qui sera déposé auprès d'une Chambre et débattu ;
- Le gouvernement met en œuvre son programme ;
- Le gouvernement assure l'exécution des lois ;
- Le gouvernement dispose de l'administration et supervise les établissements et entreprises publiques ;
- Le gouvernement dispose du pouvoir réglementaire (décrets, arrêtés), qui permet d'édicter des règles dans des matières ne relevant pas de la compétence exclusive du Parlement ou pour préciser des règles prévues légalement ;
- Le chef du gouvernement nomme aux emplois civils dans les administrations publiques et aux hautes fonctions des établissements et entreprises publics ;
- Le chef du gouvernement préside le Conseil du gouvernement (à ne pas confondre avec le Conseil des ministres qui est présidé par le Roi), qui se réunit au moins une fois par semaine et qui délibère notamment sur :
 - La politique générale de l'Etat ;
 - Les politiques publiques et sectorielles ;
 - Les droits de l'Homme et l'ordre public ;
 - Le projet de loi de finances.



Dans une logique de monarchie parlementaire, le gouvernement doit rendre des comptes au Parlement et est responsable auprès du Parlement, dont il est d'ailleurs issu.

Le contrôle du Parlement sur le gouvernement se matérialise de la façon suivante :

- Le chef du gouvernement peut engager la responsabilité du gouvernement devant la Chambre des représentants, sur sa politique ou sur le vote d'un texte. Le refus de confiance, exprimé à une majorité des représentants, entraîne la démission collective du gouvernement ;
- La Chambre des représentants peut également mettre en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure, à la majorité absolue, qui entraîne la démission collective du gouvernement ;
- le programme du gouvernement fait l'objet d'un vote de confiance de la Chambre des représentants ;
- le gouvernement doit répondre aux questions des parlementaires au cours d'une séance par semaine et une séance annuelle est prévue pour la discussion et l'évaluation des politiques publiques ;
- une motion d'interpellation peut être adressée par la Chambre des conseillers au gouvernement, qui doit fournir une réponse suivie d'un débat ;
- un bilan d'étape du gouvernement est présenté par le chef du gouvernement devant le Parlement ;
- des auditions de responsables des administrations, en présence des ministres concernés, peuvent être organisées par des commissions parlementaires.

Toutefois, le gouvernement peut également utiliser une mesure redoutable,

la dissolution de la Chambre des représentants par décret pris en Conseil des ministres, après avoir consulté le Roi, le président de la Chambre des représentants et le Président de la Cour constitutionnelle. Une déclaration explique les motifs et les buts de la dissolution. Il s'agit en principe de tenir tête à un Parlement qui rendrait difficile l'action gouvernementale et de provoquer de nouvelles élections. De plus, les ministres ont accès aux Chambres et à leurs commissions, ce qui leur permet une information complète sur les débats parlementaires.



3

- LE POUVOIR LÉGISLATIF

Le pouvoir législatif est détenu par le parlement qui se compose de :

- La Chambre des représentants, composée de 395 représentants élus pour 5 ans au suffrage universel direct, dont les travaux sont régulés par la loi organique n° 27-11 relative à la Chambre des représentants.

- La Chambre des conseillers, composée de 120 membres, élus pour 6 ans au suffrage universel indirect, dont les travaux sont régulés par la loi organique n° 28-11 relative à la Chambre des conseillers. Cette Chambre est composée de membres représentant des conseils régionaux (24 membres), des conseils communaux (48 membres), des chambres professionnelles (20 membres), des syndicats salariés élus au niveau national (20 membres), de l'organisation patronale (8 membres). La fonction de représentation territoriale de cette Chambre est fondamentale.

Les principaux pouvoirs du parlement sont :

- De contrôler l'action du gouvernement, par les moyens que nous avons déjà détaillés dans la partie consacrée aux rapports des pouvoirs exécutif et législatif, et qui comprennent la possibilité de renverser le gouvernement ;
- D'évaluer les politiques publiques ;
- De voter les lois, dans les domaines qui leur sont réservés, soit principalement ;

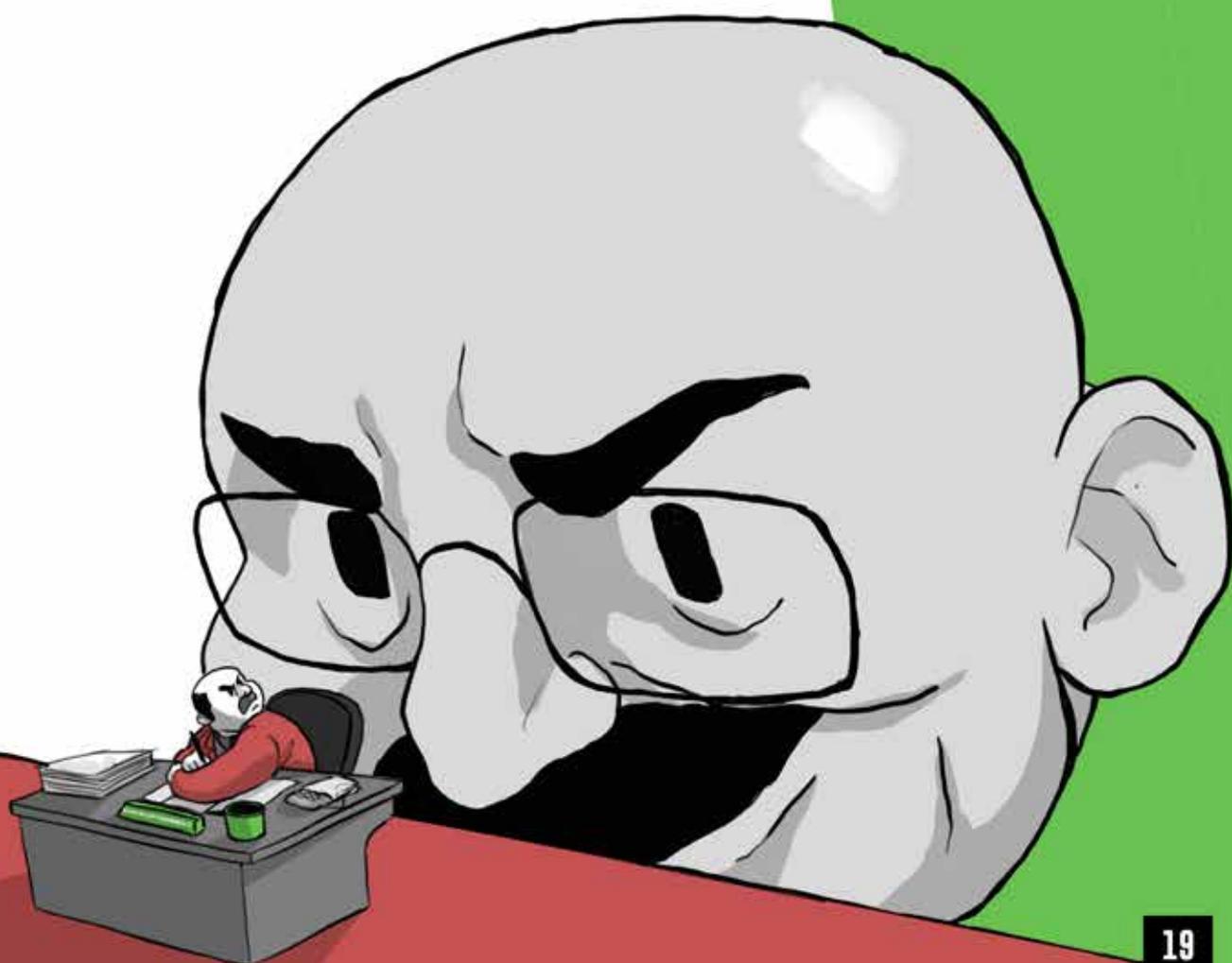
- Les libertés et les droits fondamentaux ;
- Le statut de la famille et l'état civil ;
- Le système de santé ;
- Les médias et la presse ;
- La nationalité et la condition des étrangers ;
- La détermination des infractions et des peines ;
- L'organisation judiciaire ;
- La procédure civile et la procédure pénale ;
- Le régime des collectivités territoriales ;
- Le régime électoral ;
- Le régime fiscal, ce qui est fondamental pour le fonctionnement d'un pays ;
- L'enseignement, la recherche scientifique et la formation professionnelle.

- De créer des commissions d'enquêtes, à la demande du Roi ou d'un tiers des membres de l'une des deux Chambres, afin d'enquêter sur des faits déterminés ou sur la gestion des services, établissements et entreprises publics. Ainsi, une commission a enquêté en avril et mai 2018 sur les prix des carburants, suite au boycott lancé sur les réseaux sociaux.

Une commission d'enquête a, conformément à la loi organique n° 085-13, le pouvoir de demander tout document et de procéder à toute audition. Ainsi, une personne qui refuserait de comparaître devant la commission serait punie d'une amende de 5.000 à 20.000 dirhams et/ou d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 2 ans.

“ Le parlement a le pouvoir de contrôler l'action du gouvernement ”

par des moyens qui comprennent
la possibilité le renverser



Le processus législatif se déroule de la façon suivante :

- Un projet de loi est déposé par le Chef du gouvernement (après avoir été rédigé par le ministère concerné par le domaine) ou une proposition de loi est proposée par le Parlement. L'initiative des lois appartient donc au gouvernement comme au Parlement.

- Les projets ou propositions de loi sont examinés par les commissions parlementaires permanentes spécialisées. C'est d'ailleurs à cette étape qu'ils font l'objet d'un examen minutieux.

- Les projets ou propositions de loi sont inscrits à l'ordre du jour des sessions parlementaires et font l'objet de débats et d'amendements.

- Tout projet ou proposition de loi est examiné successivement par les deux Chambres du Parlement, avec un ordre qui dépend de l'origine du projet ou de la proposition ainsi que de son domaine, pour parvenir à l'adoption d'un texte identique. Le texte fait donc la navette, évoluant au gré des amendements apportés par les deux Chambres.

- Néanmoins, sauf dans quelques cas précis (par exemple si le texte porte sur les collectivités territoriales) la Chambre des représentants adopte en dernier ressort le texte examiné.

“ Les projets ou propositions de loi sont examinés par les commissions parlementaires permanentes spécialisées. ”



4

- LE POUVOIR JUDICIAIRE

Le pouvoir judiciaire est constitué des différents tribunaux, cours et magistrats du Royaume, soit des niveaux de juridictions suivants : la Cour de Cassation, les cours d'appel, les juridictions de premier degré.

Les magistrats comprennent les magistrats « du siège », c'est-à-dire ceux qui ont vocation à siéger dans les tribunaux, et les magistrats du parquet, qui relèvent du parquet général.

En effet, le pouvoir judiciaire inclut le parquet général (également appelé ministère public) qui regroupe des magistrats chargés de défendre les intérêts de la collectivité et d'initier des actions pour préserver l'ordre public ou la sécurité, notamment en l'absence d'actions individuelles. Un représentant du parquet est présent dans toutes les actions pénales.

Le statut des magistrats est détaillé par la loi organique n° 106-13.

La police judiciaire agit sous l'autorité du parquet général et des juges d'instruction.

La principale institution du pouvoir judiciaire est le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, qui en supervise le fonctionnement et gère la carrière des magistrats, en étant présidé par le Roi et composé de magistrats représentant les différents niveaux de juridictions, le procureur général du Roi, le Médiateur, le président du CNDH ainsi que des personnalités nommées par le Roi. Le fonctionnement du Conseil est détaillé par la loi organique n° 100-13.

Il est fondamental de ne pas confondre le pouvoir judiciaire et le Ministère de la Justice, qui relève du pouvoir exécutif.

L'article 107 de la Constitution indique que le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, et que le Roi est le garant de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Parmi les garanties de cette indépendance, il convient de souligner que :

- Les juges sont inamovibles, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent être déplacés, rétrogradés ou suspendus de leurs fonctions sans suivre une procédure disciplinaire protectrice auprès du Conseil supérieur de la magistrature.

- Est interdite toute intervention dans les affaires soumises à la justice. Ainsi, le juge ne peut recevoir une quelconque instruction ni être soumis à des pressions.

- Si le juge estime que son indépendance est menacée, il doit saisir le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire.

- Les magistrats ne peuvent adhérer à des partis politiques.

- Une commission d'enquête parlementaire ne peut pas enquêter sur des faits qui ont déjà été soumis à la justice.

La principale mesure adoptée afin de renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire depuis la Constitution de 2011 a été de transférer des compétences du ministère de la justice au Procureur général du Roi près la Cour de cassation, par la loi n° 33-17 relatif aux attributions et statuts de la présidence du parquet général.

Avec cette loi, le ministre de la justice n'est plus en charge du parquet, qui passe sous la responsabilité du procureur général du Roi. Le ministre de la justice ne pourra ainsi plus demander aux procureurs d'engager des poursuites judiciaires.

Cela va dans le sens d'un Roi garant de l'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir exécutif.

5

L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'ADMINISTRATION

L'article premier de la Constitution établit que « l'organisation territoriale du Royaume est décentralisée » et fondée sur « une régionalisation avancée ».

Nous pouvons distinguer deux structures territoriales :

- Une structure électorale avec les conseils de la région, de la province et préfecture et de la commune.

- Une structure administrative, faite des agents d'autorité et de leurs auxiliaires qui représentent le gouvernement : walis, gouverneurs, pachas et caïds.

5.1. - LES STRUCTURES ÉLECTIVES

5.1.1. - LES COMMUNES

Les communes sont des collectivités territoriales de droit public, dotées de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Leur fonctionnement est détaillé dans la loi organique n° 113-14.

Le Maroc compte plus de 1.500 communes.

Les conseillers communaux sont élus pour un mandat de six ans, lors d'élections communales, avec un mode de scrutin qui dépend de la taille de la commune. Un président du conseil de la commune est désigné, afin de superviser le plan d'action communal et le budget. Il gère administrativement et financièrement la commune, assure la police administrative (en délivrant les autorisations de construire et les permis d'habiter) et assume la fonction d'officier d'état civil. Les communes ont trois types de compétences :

- Des compétences propres : services publics de proximité tels que l'eau, l'électricité, l'assainissement, le nettoyage de la voie publique, le transport, l'éclairage public, les marchés locaux ou le transport des blessés.

- Des compétences partagées avec l'Etat telles que le développement socio-économique, la promotion de l'emploi, la promotion et l'encouragement de l'investissement, la réalisation d'équipements locaux, de complexes culturels, de crèches, d'écoles primaires ou de routes communales.

- Des compétences transférées par l'Etat telles que la protection des monuments historiques, la préservation des sites naturels.

La commune se base sur des ressources propres et sur des ressources transférées par l'Etat.



“ LE MAROC compte plus de 1.500 COMMUNES. ”

“ Les communes sont des collectivités territoriales de droit public, dotées de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Leur fonctionnement est détaillé dans la loi organique n° 113-14. ”

FAIS ATTENTION !
IL FAUT BIEN LES
DISPENSER



5.1.2. - Les préfectures ou provinces

Les préfectures ou provinces sont également des collectivités dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Leur fonctionnement est détaillé dans la loi organique n° 112-14.

La qualification de préfecture ou de province dépend de la dominante urbaine ou rurale de la zone.

Le Maroc compte 62 provinces et 13 préfectures.

Le conseil de préfecture ou de province est élu pour un mandat de six ans par un collège électoral formé de membres des conseils communaux.

Un président du conseil de la préfecture ou de la province est désigné afin d'exécuter les délibérations du conseil.

Les préfectures ou provinces ont trois types de compétences :

- Des compétences propres : le transport scolaire, les pistes rurales, la lutte contre la précarité et la pauvreté, le diagnostic en matière de santé, logement, enseignement, prévention, hygiène, culture et sport.

- Des compétences partagées avec l'Etat : la mise à niveau du monde rural, notamment par l'alimentation en eau et en électricité, le désenclavement, l'entretien des routes provinciales et la mise à niveau sociale.

- Des compétences transférées par l'Etat : le développement social, les ouvrages hydrauliques dans le monde rural.

5.1.3. - LES RÉGIONS

Les régions sont également des collectivités dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Leur fonctionnement est détaillé dans la loi organique n° 111-14.

Les régions sont, en vertu du **décret n°2.15.10 du 20 Février 2015**, les suivantes :

- Tanger-tétouan-Al Hoceïma

- Casablanca-Settat

- Oriental

- Marrakech-safi

- Fès-Meknès

- Draa-Tafilalet

- Rabat-salé-kenitra

- Souss-Massa

- Guelmim-oued Noun

- Beni Mellal-Khenifra

- Laayoune-sakia El Hamra

- Dakhla-oued Ed Dahab

Les membres du conseil régional sont élus au suffrage universel direct. Le président et les vice-présidents du conseil régional sont désignés par les membres du conseil.

Les régions ont trois types de compétences :

- Des compétences propres : le développement économique, la formation professionnelle, le développement rural, le transport, la culture, la préservation de l'environnement.
- Des compétences partagées avec l'Etat : l'aménagement du territoire, le développement économique et social (attractivité du territoire, emploi, désenclavement, préservation de l'environnement, culture, sport et tourisme).
- Des compétences transférées par l'Etat : les équipements et infrastructures à dimension régionale, l'industrie, la santé, le commerce, l'enseignement, la culture, le sport, l'énergie, l'eau, l'environnement quand et seulement quand l'intervention de la région est justifiée par le principe de subsidiarité, qui consiste à affecter une action à l'entité la plus proche de ceux concernés par cette action.

“ doté de la personnalité morale ”

*“ DOTÉ DE LA PERSONNALITÉ MORALE ”
CA SE REPÈTE BEAUCOUP.
QU'EST CE QUE
CA VEUT DIRE ?*

*CELA VEUT TOUT
SIMPLEMENT DIRE QUE
TOUTES CES ENTITÉS
POSSÈDENT DES DROITS
ET ENCOURENT
DES OBLIGATIONS*



L'Etat déploie un réseau dense d'agents
et de représentants de l'autorité
sur tout le territoire marocain.



5.2. - LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES

En plus des structures électives, l'Etat déploie un réseau dense d'agents et de représentants de l'autorité sur tout le territoire marocain. Au moment où ce manuel est rédigé, le réseau d'agents d'autorité fait l'objet d'un vaste remaniement. Ainsi, l'article 145 de la Constitution indique que les walis de régions et les gouverneurs de préfectures et de provinces représentent le pouvoir central. Ils assurent l'application des lois, mettent en œuvre les règlements et les décisions gouvernementaux et exercent le contrôle administratif.

Ces agents d'autorité sont placés sous la supervision du Ministère de l'Intérieur. Le gouverneur est la pièce principale de ce maillage administratif. Nommé par dahir royal, il représente l'Etat au niveau provincial ou préfectoral et dirige le réseau local d'agents d'autorité (pachas, chefs de cercle, chefs de district, caïd). Les missions du gouverneur se concentrent sur la police administrative, la prévention des troubles à l'ordre public, la coordination des politiques publiques nationales à son niveau de responsabilité, la mise en œuvre des plans de développement territorial et le contrôle administratif sur les élus territoriaux. Ce contrôle se fait principalement par un contrôle de légalité des arrêtés du président du conseil de la commune et des délibérations du conseil communal.

Le gouverneur délègue ensuite des pouvoirs et des attributions aux agents d'autorité placés à des échelons inférieurs, pour assurer l'exécution des lois, le maintien de l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique et dirige les services de l'Etat. Le gouverneur de la principale préfecture est en règle général nommé Wali de la région, avec comme mission de coordonner au niveau régional les politiques d'investissement et de développement.

*TU REGARDES
BEAUCOUP TROP
DE FILMS TOI !*



6

- LA PARTICIPATION CITOYENNE

Après avoir décrit les institutions, matérialisées par le Roi et les trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), en plus d'une ramification territoriale, il est important de revenir brièvement à la personne qui doit être la cause et la finalité de toute cette architecture : le citoyen. Plus précisément, nous allons aborder quelques-unes des voies qui peuvent être empruntées pour que le citoyen exprime sa volonté.

6.1. - LES ÉLECTIONS

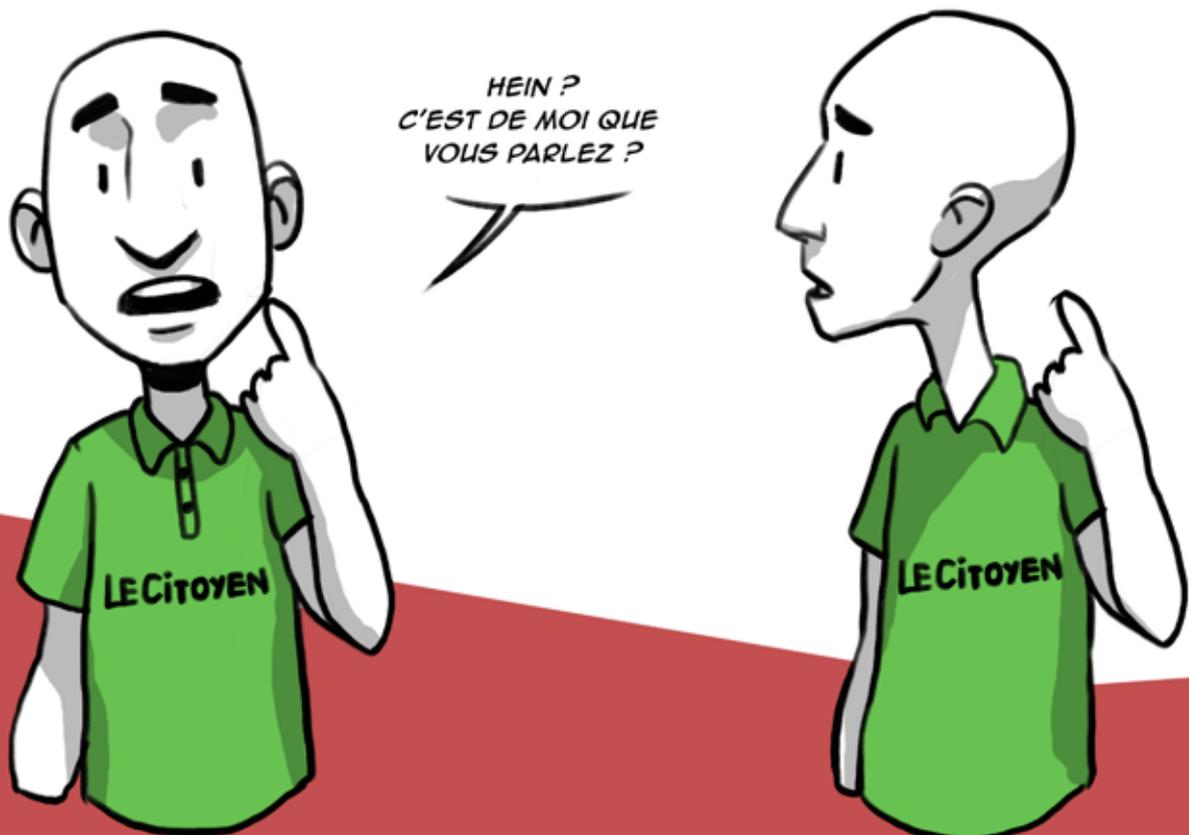
Tous les citoyens âgés de plus de 18 ans élisent au suffrage universel direct :

- La chambre des représentants ;
- Les conseils communaux ;
- Les conseils régionaux.

Les conseils provinciaux et les conseils préfectoraux sont issus des conseils communaux, et découlent donc indirectement du choix des électeurs.

Bien entendu, il ne suffit pas d'introduire un bulletin de vote dans une urne pour que les élections remplissent pleinement leur rôle. Des circonstances doivent être réunies afin d'en faire un véritable vecteur de représentation et de souveraineté populaire, telles qu'un minimum de culture politique, qui permet au citoyen de comprendre les enjeux et les conséquences d'une élection, un débat électoral riche et ouvert, ainsi que des propositions pertinentes de la part des partis politiques.

Le rôle des partis politiques est majeur. Conformément à l'article 7 de la Constitution, ils encadrent et forment politiquement les citoyens et promeuvent leur participation à la vie nationale et à la gestion des affaires publiques.



La loi organique n° 29-11 relative aux partis politiques vient réitérer un certain nombre d'obligations.

Les partis doivent notamment :

- Déterminer un programme ;
- Respecter les principes de transparence, de responsabilité et de reddition des comptes ;
- Permettre la participation des femmes et des jeunes ;
- Présenter des candidats loyaux, compétents et intègres ;

Parmi les partis, ceux d'opposition sont fondamentaux, car eux seuls permettent de renouveler le débat, de ne pas le sacrifier aux intérêts du pouvoir et de favoriser une certaine alternance. Nous faisons là référence aux partis autorisés à participer au débat public et aux élections et qui jouissent formellement du statut de l'opposition.

L'article 10 de la Constitution garantit à l'opposition des droits lui permettant de « s'acquitter convenablement de ses missions », avec notamment :

- La liberté d'opinion, d'expression et de réunion ;
- Un temps d'antenne sur les médias publics, proportionnel à sa représentativité ;
- Un financement public ;
- Le droit d'inscrire des propositions de lois à l'ordre du jour de l'une des deux Chambres ;
- La participation dans le contrôle du gouvernement, notamment par les motions de censure, les questions adressées au gouvernement ou les commissions d'enquête parlementaires ;
- La présidence de la commission de la législation au sein de la Chambre des représentants.

Nous signalons qu'une proposition de loi organique relative au statut et aux droits de l'opposition parlementaire et leur exercice dans l'action parlementaire et la vie politique a été présentée à la commission permanente de la Chambre des représentants le 14 juin 2018.



LA CAUSE ?
... ET LA
FINALITÉ ?



HEUU ...
MERCI ...

6.2. - LA VIE ASSOCIATIVE

La participation des citoyens s'effectue également par le biais de la société civile et des associations qui la composent. Ainsi, l'article 12 de la Constitution indique que

« les associations intéressées à la chose publique et les organisations non gouvernementales contribuent, dans le cadre de la démocratie participative, à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des décisions et des projets des institutions élues et des pouvoirs publics ».

L'importance des associations se manifeste par exemple dans le fait que seules les associations, aux côtés des partis politiques, des syndicats et des organisations professionnelles, ont le droit d'organiser des manifestations. En découle donc un impératif : celui de permettre aux associations de faire leur travail, pour canaliser par des voies démocratiques les revendications sociales.

De plus, afin de les impliquer aux échelons régional et communal, l'article 139 de la Constitution prévoit que les associations devront être impliquées dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des programmes de développement. Ainsi, l'article 120 de la loi n° 113-14 relative aux communes, l'article 111 de la loi n° 112-14 relative aux préfetures et provinces, et l'article 117 de la loi n° 111-14 relative aux régions prévoient la création d'instances consultatives auprès des collectivités territoriales chargées de mettre en œuvre l'équité, l'égalité des chances et l'approche genre.

Finalement, ces mêmes lois reconnaissent un droit de pétition à l'échelon communal, préfectoral et régional aux associations reconnues et constituées depuis plus de 3 ans, fonctionnant conformément aux principes démocratiques, en situation régulière, basées sur le territoire de la collectivité territoriale et ayant une activité en lien avec l'objet de la pétition.



6.3. - LES DROITS DE MOTION ET DE PÉTITION

6.3.1. - La motion

L'article 14 de la Constitution reconnaît le droit des citoyens de présenter des motions en matière législative, permettant d'initier le processus de préparation d'une loi, dans des conditions fixées par une loi organique. La loi organique n° 64-14 vient préciser les conditions de ce droit de motion.

Tout d'abord, une motion est irrecevable si :

- elle peut porter atteinte à l'une des constantes du Royaume (unité nationale, religion musulmane, forme monarchique de l'État, choix démocratique, droits fondamentaux) ;
- elle se rapporte à la révision de la Constitution, à une loi organique ou à des sujets de défense nationale, de sécurité ou au domaine militaire ;
- elle est contraire aux traités et conventions que le Maroc a signé et ratifié. Au contraire, pour être recevable, une motion doit :
 - nécessairement porter sur une des matières relevant du domaine de la loi (que nous avons expliqué au paragraphe 3.3) ;
 - poursuivre un but d'intérêt général ;
 - être rédigée de manière claire avec des propositions ou des recommandations ;
 - être accompagnée d'une note présentant le contexte et les objectifs de la motion ;
 - être appuyée par la signature d'au moins 25.000 personnes, jouissant de leurs droits civils et politiques et inscrits sur les listes électorales générales.

Ces critères de recevabilité semblent cohérents, à l'exception de l'exigence de l'intérêt général. Il serait tout à fait sain dans une démocratie qu'un groupe de 25.000 personnes puisse défendre un intérêt non pas général, mais catégoriel ou collectif.

De plus, il est absolument impossible de garantir que cette notion d'intérêt général ne sera pas interprétée afin de restreindre le droit de motion. La motion sert à compléter ou suppléer l'initiative législative du Parlement ou du gouvernement. Il aurait donc fallu limiter le pouvoir d'appréciation du Parlement.

Cela est d'autant plus problématique que la décision de rejet d'une motion, bien qu'elle doive être motivée, ne peut faire l'objet d'aucun recours. On comprend mal pourquoi une décision administrative pouvant faire obstacle à un droit constitutionnel ne pourrait pas faire l'objet d'un recours. On comprend également mal à quoi sert la motivation si elle ne permet pas de comprendre les raisons de la décision pour mieux la contester ensuite.

Un comité de présentation de la motion doit être désigné, composé de 9 membres choisis parmi les signataires de la motion, et qui doivent appartenir au tiers des régions du Royaume. Là encore, nous soulignons cette obsession de ne laisser aucune marge d'expression à une région prise isolément, confondant expression régionale et sécession.

Cela est d'autant plus absurde qu'aucune motion, sous peine d'être irrecevable, ne peut porter atteinte à l'unité nationale comme constante du Royaume.

Il aurait donc été envisageable de laisser une région s'exprimer par le biais d'une motion dans la mesure où elle ne nuit pas aux intérêts de la Nation.

Le CNDH, dans un avis sur le projet de loi organique sur les motions, avaient également recommandé d'assouplir les conditions de présentation des motions, ainsi que de réduire et préciser les motifs de leur irrecevabilité. Le CNDH recommandait également d'organiser une aide technique à la rédaction des motions au sein de l'administration parlementaire ainsi que de protéger les promoteurs de la motion contre toute sanction notamment dans les activités liées à la motion (communication, plaidoyer, collecte de signatures).

“ Pour être recevable, la pétition doit être appuyée par la signature d'au moins 5.000 citoyens. ”

6.3.2. - La pétition

L'article 15 de la Constitution prévoit un droit des citoyens à présenter des pétitions au Chef du gouvernement ou au Président de l'une des deux Chambres, consistant en des revendications ou des propositions pour que les autorités prennent les mesures opportunes, dans des conditions fixées par une loi organique.

La loi organique n° 44-14 vient préciser les conditions de ce droit. En plus des conditions d'irrecevabilité mentionnées pour les motions, une pétition est irrecevable si :

- elle porte sur des affaires soumises ou tranchées par la justice ;
- elle porte sur des faits soumis à l'examen d'une commission d'enquête parlementaire ;
- elle porte atteinte à la continuité du service public ou à l'égalité dans l'accès aux services publics ;
- elle revêt un caractère partisan ou syndical étroit ;
- elle revêt un caractère discriminatoire ;
- elle contient des propos injurieux, outrageants, diffamatoires ou trompeurs envers les institutions ou les personnes.

Pour être recevable, la pétition doit là encore poursuivre un but d'intérêt général. De plus, elle doit être appuyée par la signature d'au moins 5.000 citoyens, jouissant de leurs droits civils et politiques et inscrits sur les listes électorales générales.

QUELLES SONT TES
REVANDICATIONS ?
SONT ELLES
LÉGITIMES ?



REGARDE
J'AI PU COLLECTER
PLUS DE 150 SIGNATURES.
C'EST UN BON DÉBUT, NON ?



“ La loi organique n° 44-14 vient préciser les conditions au droit à la pétition ”

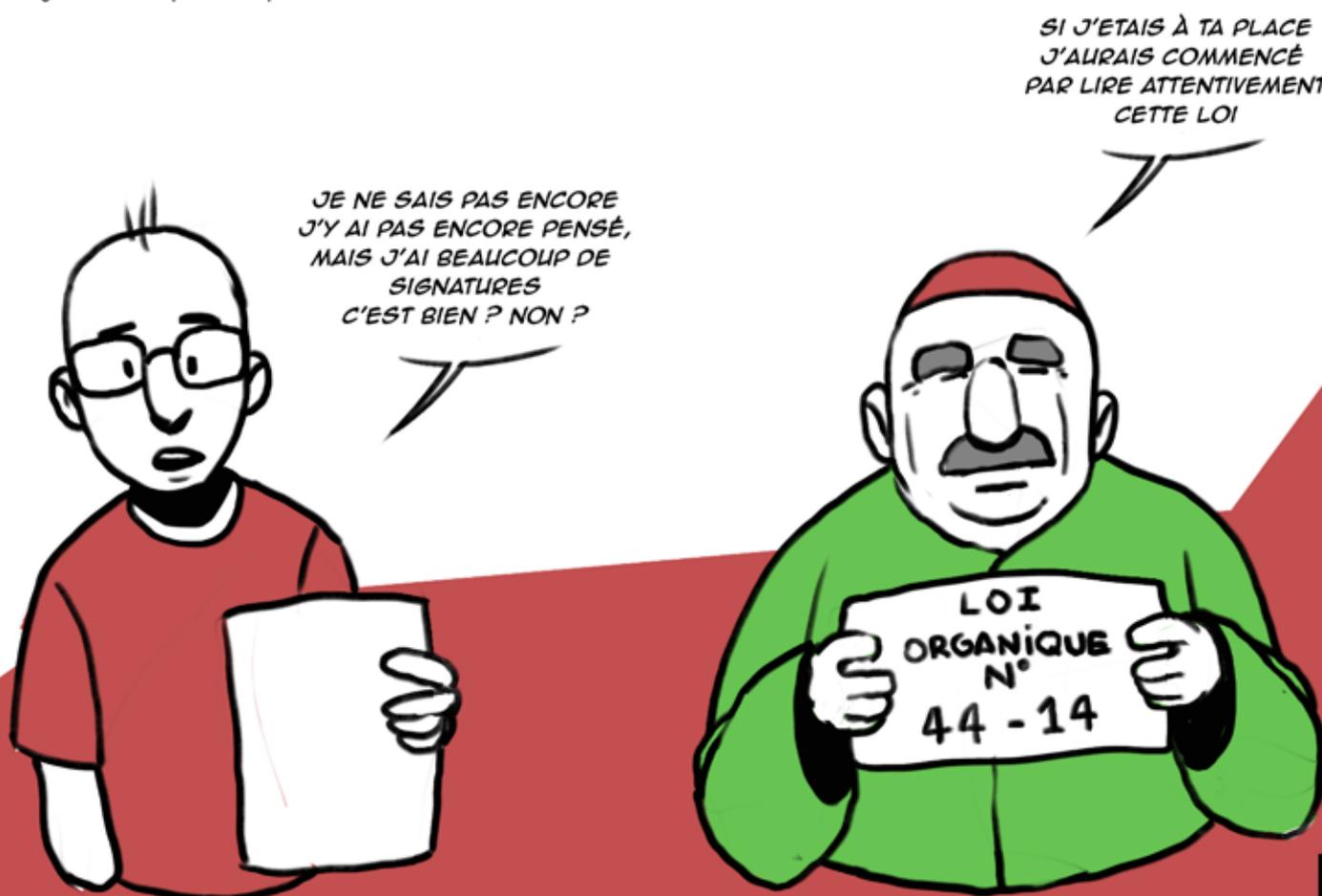
Là encore, le **CNDH** avait considéré que la loi restreignait trop le droit de pétition reconnu constitutionnellement et recommandait :

- d'inclure les collectivités territoriales parmi les institutions pouvant recevoir des pétitions (en plus du gouvernement et du Parlement) ;
- de supprimer la condition d'inscription sur les listes électorales ;
- de supprimer l'irrecevabilité pour incompatibilité avec l'intérêt général, pour atteinte à la continuité du service public et à l'égal accès aux services publics, pour revendications syndicales ou partisans ou encore pour le caractère prétendument injurieux, diffamatoire, trompeur ou offensant d'une pétition.

Nous signalons que **l'article 139 de la Constitution** prévoit, dans le cadre de mécanismes participatifs de dialogue et de concertation mis en place par les régions, les préfetures et provinces ainsi que les communes, pour favoriser l'implication des citoyens et les associations, un droit de pétition pour demander l'inscription à l'ordre du jour du conseil d'une question relevant de sa compétence.

Cette faculté est reprise aux articles 122 à 125 de la loi n° 113-14 relative aux communes, aux articles 113 à 116 de la loi n° 112-14 de la loi n° 112-14 relative aux préfetures et provinces et aux articles 118 à 122 de la loi n° 111-14 relative aux régions.

Nous constatons que ce droit de pétition régional, préfectoral ou communal n'est pas soumis à une condition d'intérêt général mais d'intérêt commun, ce qui est moins restrictif. Si la pétition est présentée par des citoyens, un nombre minimal de signatures est défini en fonction de la taille de la collectivité. La pétition peut également être présentée par une association.



6.4. - LA SAISINE D'AUTORITÉS

Enfin, et afin de dresser complètement les leviers d'action des citoyens, ceux-ci ont la possibilité de saisir les autorités suivantes :

- Le CNDH, en cas de plainte pour une violation des droits de l'Homme, conformément à **la loi n° 76-15** relative à sa réorganisation ;
- Le Médiateur, dans le cadre des rapports entre l'administration et les usagers, en raison de tout acte de l'administration, contraire à la loi, pour abus ou excès de pouvoir ou contraire aux principes de justice et d'équité, conformément au **dahir n° 1-1-25** créant l'institution du Médiateur ;
- L'Autorité pour la parité et la lutte contre la discrimination, pour des cas de discrimination, dans le cadre de **la loi n° 79-14** créant cette autorité. Toutefois, cette autorité n'est à notre connaissance pas encore active en raison du défaut de nomination de ses membres ;
- L'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption, dans le cadre de **la loi n° 113-12**. Cette Instance pourra recevoir des dénonciations et des réclamations de tout citoyen, puis procéder à des enquêtes et des investigations quant aux faits portés à sa connaissance. Une telle dénonciation pourra se faire par écrit ou à l'oral directement auprès de l'Instance. Si les faits sont susceptibles de constituer un cas de corruption, l'Instance saisit le ministère public compétent ou saisit l'administration dont dépend le fonctionnaire pour des mesures disciplinaires. Cette Instance est d'ores et déjà en activité ;
- La Cour constitutionnelle, dans la mesure où n'importe quelle personne peut invoquer l'inconstitutionnalité d'une loi devant un juge à l'occasion d'un procès où elle est partie, si la loi dont dépend l'issue du procès, porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution. **La loi organique n° 15-86** qui doit préciser les modalités de ce recours et le rendre possible, n'est pas encore en vigueur (elle a été adoptée en janvier 2018 par la Chambre des conseillers et en février par la Chambre des représentants mais la Cour constitutionnelle a considéré que plusieurs de ses dispositions devaient être modifiées). C'est la raison pour laquelle le recours d'inconstitutionnalité présentée par la défense de Taoufik Bouachrine contre une disposition du code de procédure pénale a été déclarée irrecevable par la Cour constitutionnelle.



EN CAS
D'INCENDIE
BRISER
LA GLACE

La saisine d'autorités



CERTIFICAT D'APPRÉCIATION

L'ASSOCIATION RACINES CERTIFIE QUE
LE PORTEUR DE CE MANUEL EST DEVENU,
APRÈS LA LECTURE DE CE DERNIER,
UN CITOYEN CONNAISSANT LE SYSTÈME
POLITIQUE DE SON PAYS, LE MAROC.



شهادة تقدير

تشهد جمعية جذور أن حامل هذا الكتاب
قد أصبح؛ بعد قراءته؛ مواطناً ذو اطلاع
على النظام السياسي لوطنه؛ المغرب.

اكسر الزجاج
في حالة الطوارئ

الرجوع الى السلطات



4.6 - الرجوع الى السلطات

وأخيراً، وبغية الاستفادة الكاملة من أدوات عمل المواطنين، فإن لهؤلاء الحق في الرجوع الى السلطات التالية:

- المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في حالة تقديم شكوى بانتهاك حقوق الإنسان، طبقاً للقانون رقم 15-76 بشأن إعادة تنظيمه؛

- الوسيط، في سياق العلاقات بين الإدارة والمستخدمين، بسبب أي عمل من أعمال الإدارة، مخالفة للقانون، لإساءة استعمال أو تجاوز السلطة أو مخالفة لمبادئ العدالة والإنصاف، وفقاً للظهير رقم 1-1-25 القاضي بإنشاء مؤسسة الوسيط؛

- هيئة المناصفة ومكافحة التمييز، في حالات التمييز، في إطار القانون رقم 14-79 الذي ينشئ هذه السلطة. ومع ذلك، على علمنا هذه السلطة ليست ناشطة بعد بسبب عدم تعيين أعضائها؛

- الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها بموجب القانون رقم 12-113. وستكون هذه الهيئة قادرة على استقبال الشكاوى والنزاعات من أي مواطن، ثم إجراء تحقيقات وتحريات فيما يتعلق بالوقائع التي تسترعي انتباهه إليها. ويمكن تقديم هذه الشكاوى كتابياً أو شفويًا مباشرة إلى الهيئة. إذا كان من المرجح أن تشكل الوقائع حالة فساد، فإن الهيئة ستحيل القضية إلى مكتب المدعي العام المختص أو الإدارة التي ينتمي إليها المسؤول لاتخاذ تدابير تأديبية. هذه الهيئة تقوم حالياً بممارسة مهامها.

- المحكمة الدستورية، إلى الحد الذي يمكن فيه لأي شخص الاحتجاج بعدم دستورية القانون أمام القاضي في محاكمة يكون فيها طرفاً، إذا كان القانون الذي يعتمد عليه نتيجة المحاكمة، يقوض الحقوق والحريات التي يكفلها الدستور. القانون التنظيمي رقم 86-15 الذي يجب أن يحدد طرائق هذا النداء ويجعله ممكناً، لم يدخل بعد حيز التنفيذ (تم تبنيه في يناير 2018 من قبل مجلس المستشارين وفي شهر فبراير من قبل مجلس النواب ولكن اعتبرت المحكمة الدستورية أن العديد من أحكامها بحاجة إلى تعديل). وهذا هو السبب في عدم قبول المحكمة الدستورية لطعن عدم الدستورية الذي قدمه دفاع توفيق بوعشرين ضد حكم من قانون المسطرة الجنائية.

”يحدد القانون التنظيمي رقم 14-44 شروط حق المواطنين في تقديم عرائض.“

وهنا مرة أخرى، اعتبر **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** أن القانون يقيّد حقوق العرائض المعترف بها دستورياً ويوصي بما يلي:

- تضمين السلطات المحلية والإقليمية بين المؤسسات التي يمكنها تلقي عرائض (بالإضافة إلى الحكومة والبرلمان)؛
- حذف شرط التسجيل في اللوائح الانتخابية؛
- إزالة عدم القبول لعدم التوافق مع المصلحة العامة، لتقويض استمرارية الخدمة العامة والمساواة في الوصول إلى الخدمات العامة، من أجل مطالب نقابية أو حزبية أو بسبب الطابع المزعوم أو القذف أو المضلل أو المهين للعريضة.

نشير إلى أن **المادة 139** من الدستور تنص في إطار الحوار التشاركي وآليات التشاور التي أنشأتها الجهات والعمالات والجماعات والأقاليم، لتشجيع إشراك المواطنين والجمعيات، على حق العريضة في طلب تضمين جدول أعمال المجلس مسألة تدخل في نطاق اختصاصها.

تولى هذه السلطة في المواد 122 إلى 125 من القانون رقم 14-113 المتعلق بالجماعات، والمواد من 113 إلى 116 من القانون 14-112 بشأن الأقاليم والعمالات والمواد 118 إلى 122 من القانون رقم 14-111 المتعلق بالجهات.

نلاحظ أن هذا الحق في العريضة الجهوية أو الإقليمية أو الجماعية لا يخضع لشرط تحقيق مصلحة عامة بل مصلحة مشتركة، وهو أقل تقييداً. إذا تم تقديم العريضة من قبل المواطنين، يتم تحديد الحد الأدنى لعدد التوقيعات بناءً على حجم الجماعة. يمكن أيضاً تقديم طلب العريضة من قبل جمعية.

كون كنت فبلاصتك،
كنت غانبدًا بالقراءة
ديال هاد القانون
التنظيمي.



ما زال ما خممتش فيها.
ولكن عندي بزاف ديال
التوقيعات، حاجة مزينة
هادي، لا؟؟



” لكي تكون العريضة مقبولة، يجب أن تكون مدعومة بتوقيعات 5000 مواطن على الأقل“ .

2.3.6 - العريضة

تنص المادة 15 من الدستور على حق المواطنين في تقديم عرائض إلى رئيس الحكومة أو لرئيس أحد المجلسين، يتألف من مطالب أو مقترحات للسلطات باتخاذ التدابير المناسبة، في ظل ظروف التي ينص عليها القانون التنظيمي.

يحدد القانون التنظيمي رقم 44-14 شروط هذا الحق.
بالإضافة إلى شروط عدم القبول المذكورة للملتمسات، فإن العريضة غير مقبولة إذا:

- تتعلق بالقضايا المقدمة إلى المحاكم أو التي أصدرت بشأنها قرارات؛
- تتعلق بالوقائع المقدمة لفحصها من قبل لجنة تحقيق برلمانية؛
- تقوض استمرارية الخدمة العامة أو المساواة في الوصول إلى الخدمات العامة؛
- لها شخصية حزبية أو نقابية قوية؛
- كانت تمييزية؛
- تحتوي على عبارات مهينة أو مسيئة أو تشهيرية أو خادعة عن المؤسسات أو الأفراد.

ولكي تكون العريضة مقبولة، يجب أن تسعى مرة أخرى إلى تحقيق هدف المصلحة العامة.
بالإضافة إلى ذلك، يجب أن تكون مدعومة بتوقيعات 5000 مواطن على الأقل، متمتعين بحقوقهم المدنية والسياسية ومسجلين في اللوائح الانتخابية.



شناهي المطالب
ديالك ؟
واش مشروعة بعدا ؟



بداية مزيانة
هادي !
قدرت نجمع
150 توقيع.

3.6 - حق تقديم ملتمسات وعرائض

1.3.6 - الملتمس

تعترف المادة 14 من الدستور بحق المواطنين في تقديم ملتمسات تشريعية لبدء عملية إعداد قانون، بموجب الشروط التي يحددها القانون التنظيمي.

يحدد القانون التنظيمي رقم 64-14 شروط هذا الحق في الملتمس. أولاً، يتم رفض الملتمس في الحالات التالية:

- يمكن أن يقوض أحد ثوابت المملكة (الوحدة الوطنية، الدين الإسلامي، النظام الملكي للدولة، الخيار الديمقراطي، الحقوق الأساسية)؛
- يشير إلى مراجعة الدستور أو القانون التنظيمي أو مسائل الدفاع الوطني أو الأمن أو الجيش؛
- يتناقض مع المعاهدات والاتفاقيات التي وقعها المغرب وصادق عليها.

على العكس من ذلك، لكي يكون الملتمس مقبولاً، يجب أن:

- يرتبط بالضرورة بأحد المسائل التي تندرج في نطاق القانون (وهو ما شرحناه في الفقرة 3-3)؛
- يسعى لتحقيق هدف من أهداف المصلحة العامة؛
- كتابة المقترحات أو التوصيات بوضوح؛
- أن يكون مصدوباً بملاحظة تحدد سياق وأهداف الملتمس؛
- أن يكون مدعوماً بتوقيعات 25.000 شخص على الأقل، متمتعين بحقوقهم المدنية والسياسية ومسجلين في اللوائح الانتخابية العامة.

ويبدو أن معايير القبول هذه متماسكة، باستثناء شرط المصلحة العامة. من المحتمل في الديمقراطية أن تقوم مجموعة من 25.000 شخص بالدفاع عن مصالح ليست عامة، ولكنها تنتمي لشريحة معينة أو جماعة. علاوة على ذلك، من المستحيل على الإطلاق ضمان عدم تفسير مفهوم المصلحة العامة هذا من أجل تقييد حق الملتمس. يهدف الملتمس إلى تكملة أو استكمال المبادرة التشريعية للبرلمان أو الحكومة. لذلك كان من الضروري الحد من سلطة البرلمان.

وهذا أمر أكثر إشكالية لأن قرار رفض الملتمس، على الرغم من أنه يجب أن يكون مبرراً، لا يمكن الطعن فيه. من الصعب أن نفهم لماذا لا يمكن الطعن في قرار إداري من شأنه أن يكون عائقاً أمام حق دستوري. من الصعب أيضاً فهم ما هو الدافع إذا لم تفهم أسباب اتخاذ القرار للجل الطعن فيه بشكل أفضل في وقت لاحق.

يجب تعيين لجنة الملتمس تتألف من 9 أعضاء، يتم اختيارهم من بين الموقعين على الملتمس، والذين يجب أن ينتموا إلى ثلاث جهات المملكة. وهنا مرة أخرى، نشدد على هذا العوس بعدم ترك أي هامش للتعبير إلى جهة لوجدها، الأمر الذي يخلط بين التعبير الجهوي والانفصال. وهذا أمر أكثر سخافة، حيث لا يمكن لأي ملتمس، تحت طائلة عدم القبول، أن يقوض الوحدة الوطنية باعتبارها أحد ثوابت المملكة. كان من الممكن السماح للجهة بالتعبير عن نفسها من خلال الملتمس طالما أنها لا تضر بمصالح الأمة.

كما أوصى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في رأيه بشأن مشروع القانون التنظيمي المتعلق بالملتمس، بتخفيف شروط تقديم الطلبات، فضلاً عن الحد من أسباب عدم مقبوليتها وتوضيحها. كما أوصى المجلس الوطني لحقوق الإنسان بتنظيم المساعدة التقنية لصياغة الملتمس داخل الإدارة البرلمانية، وكذلك حماية مروجي الاقتراح ضد أي عقوبة، لا سيما في الأنشطة المتعلقة بالملتمس (الاتصال، الترافع، جمع التوقيعات).

2.6 - العمل الجماعي

تم مشاركة المواطنين كذلك من خلال المجتمع المدني والجمعيات التي تمثله. وهكذا، فإن **المادة 12 من الدستور** تنص على :

”تساهم الجمعيات المهتمة بقضايا الشأن العام، والمنظمات غير الحكومية، في إطار الديمقراطية التشاركية، في إعداد قرارات و مشاريع لدى المؤسسات المنتخبة والسلطات العمومية، وكذا في تفعيلها وتقييمها.“

تتجلى أهمية الجمعيات على سبيل المثال في حقيقة أن الجمعيات فقط، إلى جانب الأحزاب السياسية والنقابات المهنية والمنظمات المهنية، لها الحق في تنظيم المظاهرات. والنتيجة حتمية: السماح للجمعيات بالقيام بعملها، لتوجيه المطالب الاجتماعية بالوسائل الديمقراطية.

وعلاوة على ذلك، من أجل إشراك المستويات الجهوية والإقليمية، تنص المادة 139 من الدستور على أن الجمعيات يجب أن تشارك في تطوير ورصد وتقييم برامج التنمية. وهكذا، فإن المادة 120 من القانون رقم 14-113 الجماعات، والمادة 111 من القانون رقم 14-112 المتعلق بالعمالات والأقاليم، والمادة 117 من القانون رقم 14-111 تنص الجهات على إنشاء هيئات استشارية مع السلطات المحلية المسؤولة عن تنفيذ العدالة وتكافؤ الفرص ونهج النوع.

وأخيرا، تمنح هذه القوانين الحق في تقديم عريضة على مستوى الأقاليم والعمالات والجهات للجمعيات المعترف بها والتي أنشئت لأكثر من 3 سنوات، وتعمل وفقا لمبادئ الديمقراطية، في وضع قانوني، الواقعة في المناطق الترابية التابعة للسلطة المحلية، والتي لها نشاط متعلق بموضوع العريضة.



يؤكد القانون التنظيمي رقم 29-11 المتعلق

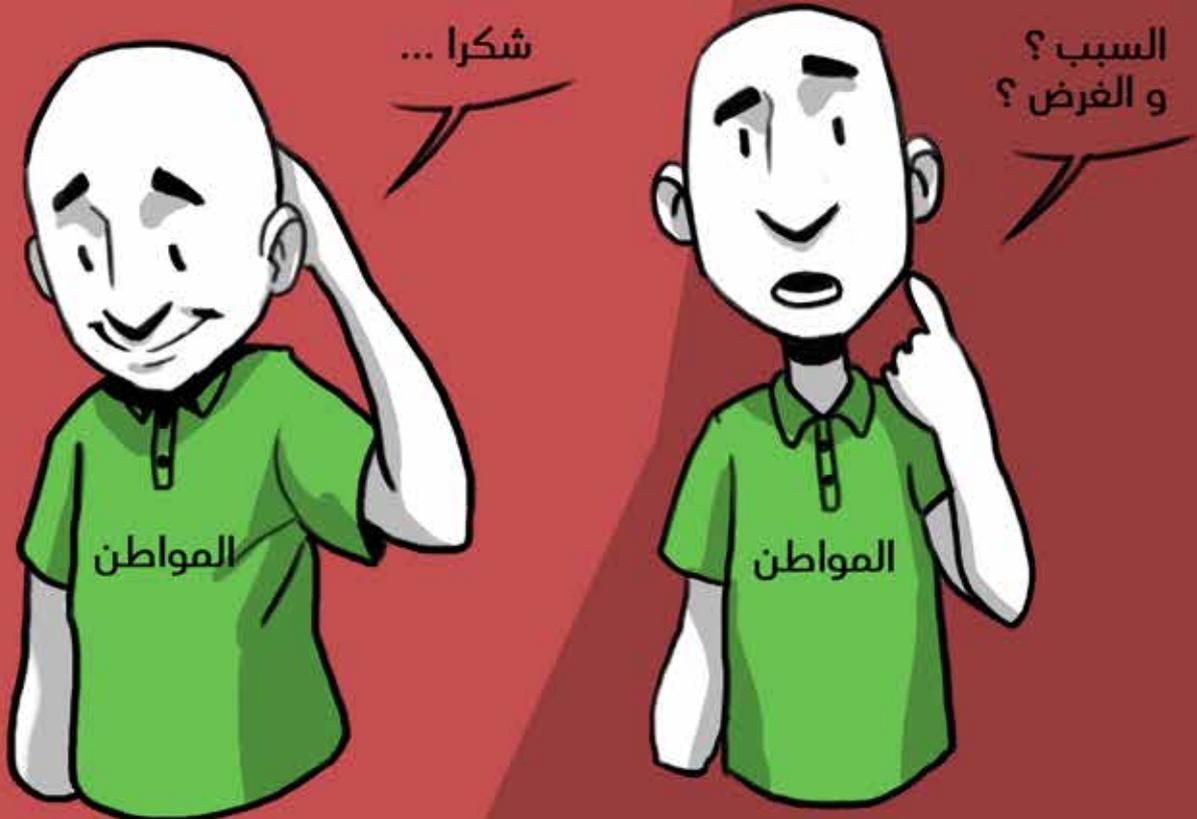
بالأحزاب السياسية على عدد من الالتزامات بما في ذلك:

- تحديد البرنامج؛
- احترام مبادئ الشفافية والمساءلة والمحاسبة؛
- تمكين مشاركة النساء والشباب؛
- تقديم مرشحين مخلصين وأكفاء وأمناء.

من بين الأحزاب، تعد أحزاب المعارضة هي الأساسية، نظرا لكونها هي التي تسمح بتحديد النقاش، وعدم التضحية به للمصالح السلطوية وتشجيع نوع من التناوب. إننا نشير هنا إلى الأحزاب المسموح لها بالمشاركة في الجدل والانتخابات العامة والتي تتمتع رسميا بوضع المعارضة. تنص المادة 10 من الدستور على أن المعارضة تتمتع بحقوق تمكنها من "النهوض بمهامها على الوجه الأكمل"، بما في ذلك:

- حرية الرأي والتعبير والإجتماع؛
- حيز زمني في وسائل الإعلام العمومية يتناسب مع تمثيليتها؛
- الاستفادة من التمويل العمومي؛
- المشاركة الفعلية في مسطرة التشريع، لاسيما عن طريق تسجيل مقترحات قوانين بجدول أعمال مجلس البرلمان؛
- المشاركة الفعلية في مراقبة العمل الحكومي، ولا سيما عن طريق ملتصم الرقابة، والاسئلة الموجهة إلى الحكومة أو لجان التحقيق البرلمانية؛
- رئاسة اللجنة المكلفة بالترشيح بمجلس النواب.

ونلاحظ أنه تم تقديم مقترح قانون تنظيمي متعلق بوضعية وحقوق المعارضة البرلمانية وممارستها في العمل البرلماني والحياة السياسية إلى اللجنة الدائمة لمجلس النواب في 14 يونيو 2018.



المشاركة المواطنة -

بعد وصف المؤسسات الممثلة من قبل الملك والسلطات الثلاث (التنفيذية والتشريعية والقضائية)، بالإضافة إلى التشعب الإقليمي، من المهم العودة لفترة وجيزة إلى الشخص الذي يجب أن يكون السبب والغرض من كل هذه الاستراتيجيات: وهو المواطن. وبشكل أكثر تحديداً، سنناقش بعض الطرق التي يمكن للمواطنين التعبير بها عن إرادتهم.

1.6 - الانتخابات

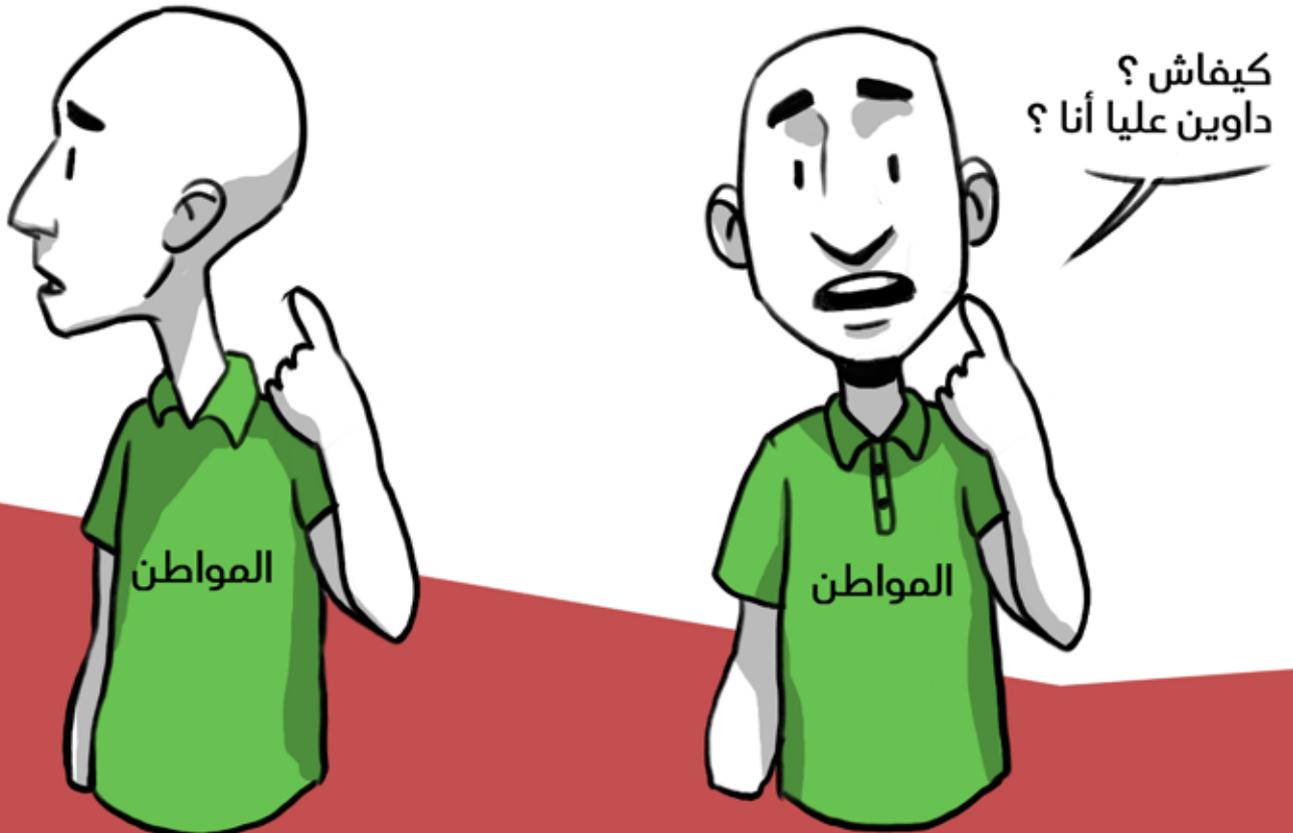
ينتخب جميع المواطنين الذين تزيد أعمارهم عن 18 عاماً بالاقتراع العام المباشر:

- مجلس النواب
- المجالس الجماعية
- المجالس الجهوية.

تتبع مجالس الأقاليم ومجالس العمالات عن المجالس الجماعية، وبالتالي تستمد بشكل غير مباشر من اختيار الناخبين.

بطبيعة الحال، لا يكفي إدخال بطاقة اقتراع في صناديق الاقتراع للانتخابات لكي تؤدي دورها بالكامل. يجب جمع الظروف لجعلها متجهاً حقيقياً للتمثيل والسيادة الشعبية، مثل الحد الأدنى من الثقافة السياسية، مما يسمح للمواطن بفهم قضايا ونتائج الانتخابات، ومناقشة انتخابية غنية ومفتوحة وكذلك المقترحات ذات الصلة مع الأحزاب السياسية.

إن دور الأحزاب السياسية كبير. ووفقاً للمادة 7 من الدستور، فإنها توظف المواطنين وتثقفهم سياسياً وتعزز مشاركتهم في الحياة الوطنية وإدارة الشؤون العامة.



2.5 - الهياكل الإدارية

وبالإضافة إلى الهياكل الانتخابية، تنشر الدولة شبكة كثيفة من رجال السلطة وممثلي السلطات في جميع أنحاء المغرب. في وقت كتابة هذا التقرير، تخضع شبكة رجال السلطة لعملية إصلاح كبيرة. وبالتالي، فإن المادة 145 من الدستور تشير إلى أن ولادة الجهات وعمال العمالات و الأقاليم يمثلون السلطة المركزية. فهم يسهرون على تطبيق القوانين وتنفيذ اللوائح والقرارات الحكومية وممارسة الرقابة الإدارية.

يتم وضع رجال السلطة تحت إشراف وزارة الداخلية. يعتبر العامل الجزء الرئيسي في هذه الشبكة الإدارية. يعين بظهير ملكي، ويمثل الدولة على مستوى العمالات أو الأقاليم ويدير الشبكة المحلية لأعوان السلطة (الباشوات، رؤساء الدوائر، رؤساء المقاطعات، القائد).

وتتركز مهام العامل على الشرطة الإدارية، ومنع الاضطرابات في النظام العام، وتنسيق السياسات العامة الوطنية على مستوى مسؤوليته، وتنفيذ خطط التنمية الإقليمية والرقابة الإدارية على المسؤولين المنتخبين المحليين. تتم هذه السلطة بشكل رئيسي من خلال مراقبة شرعية لأوامر رئيس المجلس الجماعي ومداولات المجلس الجماعي.

ثم يفوض العامل الصلاحيات والسلطات لموظفي السلطة الأقل رتبة لتطبيق القوانين، والحفاظ على النظام والأمن والهدوء العام وخدمات الدولة.

يعين عامل العمالة الرئيسية بشكل عام واليا للجهة، مع مهمة تنسيق سياسات الاستثمار والتنمية الجهوية.

نتا راك كترتي
من الأفلام.



”تنشر الدولة شبكة كثيفة من رجال السلطة وممثلي السلطات في جميع أنحاء المغرب.“

”في وقت كتابة هذا التقرير،
تخضع شبكة رجال السلطة
لعملية إصلاح كبيرة.“



يتم انتخاب أعضاء المجلس الجهوي عن طريق الاقتراع العام المباشر. يتم تعيين رئيس ونواب رئيس المجلس الجهوي من قبل أعضاء المجلس.

الجهات تحظى بثلاث أنواع من الصلاحيات:

- الصلاحيات الذاتية: التنمية الاقتصادية، والتكوين المهني، والتنمية القروية، والنقل، والثقافة، والحفاظ على البيئة.

- الصلاحيات المشتركة: التخطيط الترابي والتنمية الاقتصادية والاجتماعية (جاذبية الإقليم، والعمالة والشغل والانفتاح والحفاظ على البيئة والثقافة والرياضة والسياحة).

- الصلاحيات المنقولة من الدولة: المعدات والبنى التحتية ذات البعد الجهوي، والصناعة، والصحة، والتجارة، والتعليم، والثقافة، والرياضة، والطاقة، والمياه، والبيئة. عندما يكون التدخل الجهوي مبررا بمبدأ التبعية، والذي يتألف من تكليف الهيئات الاقرب إلى الجهات المعنية بالامر.

”ذات شخصية قانونية“

كاتعني بكل بساطة
أنهم كايتمالكو حقوق ،
وفنفس الوقت كايخضعو
لواجبات.

”ذات شخصية قانونية“
هادي كاتتعاود بزاف،
شنو المعنى ديالها ؟



2.1.5. العمالات أو الأقاليم

تعتبر العمالات أو الأقاليم جماعات ذات شخصية قانونية وتتمتع باستقلالية مالية. ويرد تفصيلها في القانون التنظيمي رقم 112-14.

يعتمد تأهيل العمالة أو الاقليم على المنطقة الحضرية أو القروية للجهة.

يشكل المغرب 62 اقليما و13 عمالة.

يتم انتخاب مجلس العمالة أو الإقليم لمدة ست سنوات من قبل لجنة انتخابية تتألف من أعضاء المجالس الجماعية.

يتم تعيين رئيس مجلس العمالة أو مجلس الإقليم لاجل تنفيذ مداولت المجلس.

تتوفر العمالات والأقاليم على ثلاثة أنواع من الصلاحيات:

- الصلاحيات الخاصة: النقل المدرسي، الطرق القروية، مكافحة الهشاشة والفقر، التشخيص الصحي،

الإسكان، التعليم، الوقاية، النظافة، الثقافة والرياضة.

- الصلاحيات المشتركة مع الدولة: رفع مستوى العالم القروي، لا سيما من خلال توفير المياه

والكهرباء، وفتح الطرق، وصيانة الطرق السريعة في الأقاليم، والارتقاء الاجتماعي.

- الصلاحيات المنقولة: التنمية الاجتماعية، والأعمال الهيدروليكية في العالم القروي.

3.1.5. الجهات

الجهات هي أيضاً سلطات ذات شخصية قانونية وتتمتع باستقلالية مالية.

ويرد تفصيلها في القانون التنظيمي رقم 111-14.

تعد المناطق الجهوية، بموجب المرسوم رقم 10.15.2 من 20 فبراير 2015، كالتالي:

- طنجة-تطوان-الحسيمة

- الدار البيضاء-سطات

- الجهة الشرقية

- مراكش-آسفي

- فاس-مكناس

- درعة-تافيلالت

- الرباط-سلا-القنيطرة

- سوس ماسة

- كلميم-وادي نون

- بني ملال-الخنيفرة

- العيون-الساقية الحمراء

- الداخلة-واد الذهب

”يوجد في المغرب أكثر من 1500 جماعة.“

”الجماعات هي السلطات المحلية بموجب القانون العام،
مع الشخصية القانونية والاستقلال الإداري والمالي.
ويرد تفصيلها في القانون التنظيمي رقم 113-14.“

رد البال ! راه خاصك
تفرقهم مزيان.



- التنظيم الترابي للإدارة

تنص المادة 1 من الدستور على أن "التنظيم الترابي للمملكة هو لامركزي" ويقوم على "الجهوية المتقدمة" يمكننا التمييز بين هيكلين ترابيين:
 - هيكل انتخابي بمجالس الجهة والاقليم والعمالة والجماعة.
 - هيكل إداري يتكون من رجال السلطة ومساعدتهم الذين يمثلون الحكومة: الولاة، العمال، الباشوات، والقياد.

1.5 - الهياكل الانتخابية

1.1.5 - الجماعات

الجماعات هي السلطات المحلية بموجب القانون العام، مع الشخصية القانونية والاستقلال الإداري والمالي. ويرد تفصيلها في القانون التنظيمي رقم 14-113.

يوجد في المغرب أكثر من 1500 جماعة.

يتم انتخاب أعضاء المجالس البلدية لمدة ست سنوات، في الانتخابات الجماعية، مع نظام التصويت الذي يعتمد على حجم الجماعة.

يتم تعيين رئيس مجلس البلدية للإشراف على خطة العمل الجماعية والميزانية. إداريا وماليا يدير المدينة، ويلعب دور الشرطة الإدارية (في إصدار رخص البناء ورخص السكن) ويمارس مهام ضابط الحالة المدنية. الجماعات لديها ثلاثة أنواع من الصلاحيات:

- الصلاحيات الذاتية: الخدمات العامة المحلية مثل الماء والكهرباء والصرف الصحي وتنظيف الشوارع والنقل والإضاءة العامة والأسواق المحلية أو نقل الجرحى.

- الصلاحيات المشتركة مع الدولة مثل التنمية الاجتماعية والاقتصادية، و تعزيز فرص العمل، وتشجيع وتنمية الاستثمار، وتوفير المرافق المحلية، والمركبات الثقافية، ودور الحضنة، والمدارس الابتدائية أو الطرق الجماعية.

- الصلاحيات المنقولة مثل حماية المعالم التاريخية والحفاظ على المواقع الطبيعية. تعتمد الجماعة على الموارد الخاصة وعلى الموارد المخولة من قبل الدولة.



4 - السلطة القضائية

تتكون السلطة القضائية من مختلف المحاكم والهيئات القضائية والقضاة في المملكة، وهي تمثل المستويات التالية من الاختصاص: محكمة النقض، محاكم الاستئناف، محاكم الدرجة الأولى. ويشمل القضاء القضاء "الجالس" أي أولئك القضاة الذين يتم تعيينهم للجلوس في المحاكم، والمدعين العامين الذين يقدمون تقاريرهم إلى مكتب النيابة العامة. في الواقع، يشمل القضاء المدعي العام (وتسمى أيضا النيابة العامة) التي تضم القضاة للدفاع عن مصالح المجتمع والشروع في إجراءات للحفاظ على النظام العام أو الأمن، خصوصا في ظل غياب إجراءات فردية. ويوجد ممثل عن النيابة العامة في جميع القضايا الجنائية. ويرد النظام الأساسي للقضاة بالتفصيل في القانون التنظيمي رقم 106-13. تعمل الشرطة القضائية تحت سلطة مكتب المدعي العام وقضاة التحقيق. تعتبر المؤسسة الرئيسية للسلطة القضائية هي المجلس الأعلى للسلطة القضائية، الذي يشرف على عمل وإدارة الحياة المهنية للقضاة، ويجري برئاسة الملك ويتألف من قضاة يمثلون مستويات مختلفة من المحاكم والوكيل العام للملك، الوسيط، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان وكذلك شخصيات عينها الملك. ويرد تفصيل عمل المجلس بواسطة القانون التنظيمي رقم 100-13. من الضروري عدم الخلط بين السلطة القضائية ووزارة العدل التي تقدم تقاريرها إلى السلطة التنفيذية. تنص المادة 107 من الدستور على أن السلطة القضائية مستقلة عن السلطة التشريعية والسلطة التنفيذية، وأن الملك هو الضامن لاستقلال القضاء.

من بين ضمانات هذا الاستقلال، ينبغي التأكيد على ما يلي:

- القضاة لا يمكن عزلهم، أي لا يمكن عزلهم أو تخفيض رتبهم أو تعليقهم من واجباتهم دون اتباع إجراء تأديبي وقائي أمام المجلس الأعلى للسلطة القضائية.
- أي تدخل في القضايا المحالة إلى العدالة ممنوع. وبالتالي، لا يمكن للقاضي تلقي أي تعليمات أو الخضوع للضغوط.
- إذا رأى القاضي أن استقلاله مهدد، فعليه أن يستأنف المجلس الأعلى للسلطة القضائية.
- لا يمكن للقضاة الانضمام إلى الأحزاب السياسية.
- لا يمكن للجنة تحقيق برلمانية التحقيق في الوقائع التي تم تقديمها للعدالة.

إن التدبير الرئيسي الذي اعتمد لتعزيز استقلال القضاء منذ دستور 2011 كان نقل سلطات من وزارة العدل إلى المدعي العام للملك لدى محكمة النقض، بموجب القانون رقم 33-17 المتعلق بالصلاحيات والقوانين التنظيمية لرئاسة مكتب المدعي العام. وبموجب هذا القانون، لم يعد وزير العدل مسؤولاً عن النيابة العامة، التي تمر تحت مسؤولية المدعي العام للملك. لن يتمكن وزير العدل من مطالبة النيابة العامة باتخاذ إجراء قانوني. هذا يسير في اتجاه الملك ضامن استقلال السلطة القضائية اتجاه السلطة التنفيذية.

وتخول للجنة تحقيق، طبقاً للقانون التنظيمي رقم 13-085، سلطة طلب أي مستند والمضي قدماً في أي جلسة استماع. لذلك فالشخص الذي يرفض المثول أمام لجنة التحقيق يعاقب بغرامة من 5000 درهم إلى 20000 درهم و/ أو السجن من 6 أشهر إلى سنتين.

وتجري العملية التشريعية على الشكل التالي:

- يتم تقديم مشروع قانون من قبل رئيس الحكومة (بعد أن تتم صياغته من قبل الوزارة المعنية بالمجال) أو مقترح قانون من قبل البرلمان. وبالتالي فإن مبادرة القوانين تنتمي إلى الحكومة فيما يتعلق بالبرلمان.

- يتم دراسة مشاريع القوانين من قبل اللجان البرلمانية الدائمة المتخصصة. و تكون في هذه المرحلة موضوع فحص دقيق.

- تدرج مشاريع القوانين أو مقترحات القانون في جدول أعمال الجلسات البرلمانية وهي موضوع نقاشات وتعديلات.

- يتم فحص أي مشروع قانون أو مقترح قانون على التوالي من قبل مجلسي البرلمان، بتسلسل يعتمد على أصل المشروع أو الاقتراح ومجاله، للوصول إلى اعتماد نص مماثل. ولذلك ينتقل النص ويتطور وفقاً للتعديلات التي أدخلها المجلسان.

- ومع ذلك، إلا في حالات محددة قليلة إذا كان النص يتعلق بالسلطات المحلية مثلًا، فإن مجلس النواب يعتمد في نهاية المطاف النص قيد النظر.

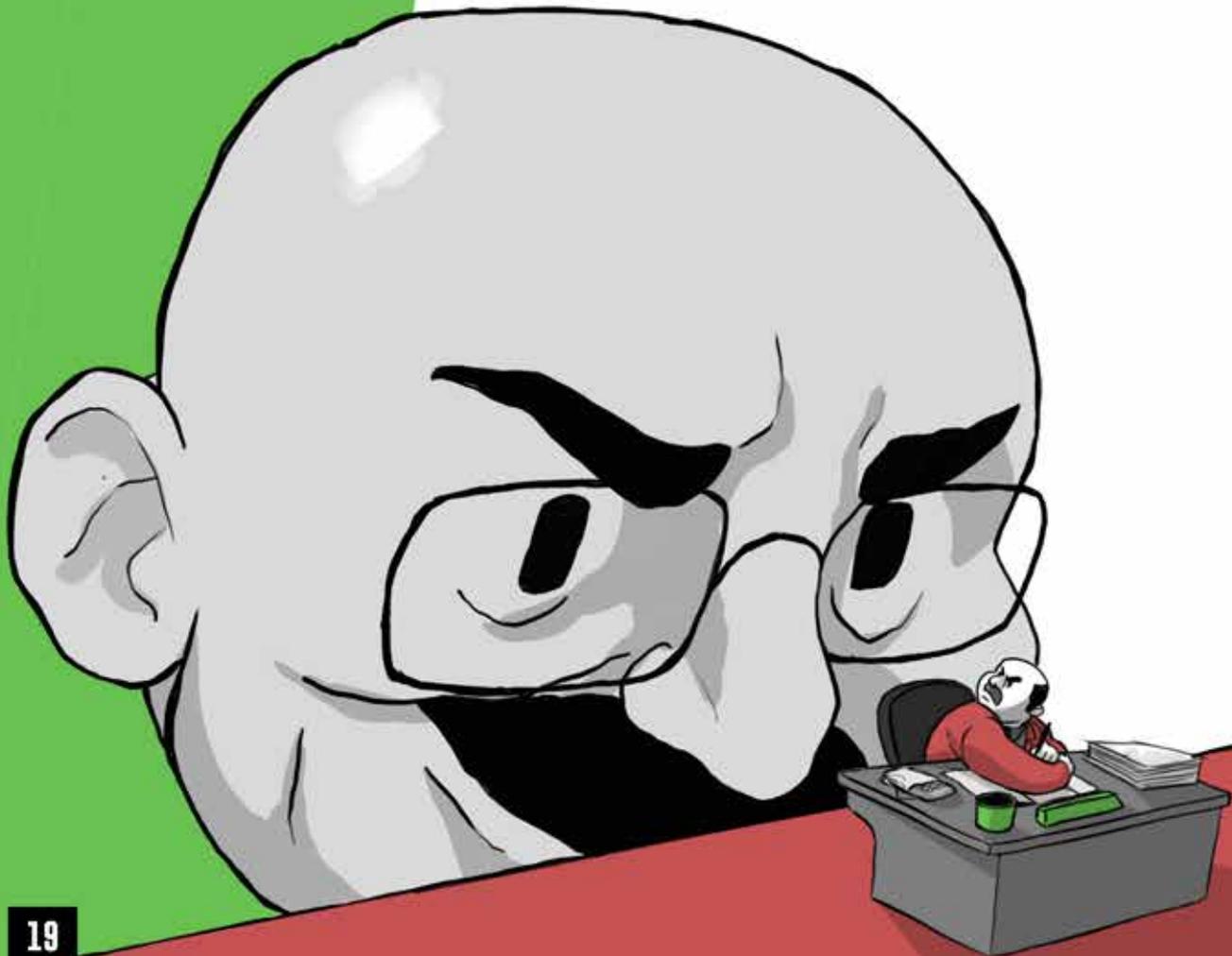
”يتم دراسة
مشاريع
القوانين
من قبل
اللجان
البرلمانية
الدائمة
المتخصصة.“



”و تكون في هذه
المرحلة موضوع
فحص دقيق.“

”للبرلمان سلطة مراقبة عمل الحكومة“

من خلال وسائل تشمل
القدرة على قلب
نظام الحكم.



3 - السلطة التشريعية

يتمتع البرلمان بالسلطة التشريعية والذي يتكون من:

- مجلس النواب يتكون من 395 ممثلاً منتخباً لمدة 5 سنوات عن طريق الاقتراع العام المباشر، والذي يخضع لإشراف القانون التنظيمي رقم 11-27 المتعلق بعمل مجلس النواب، يرأس هذه الغرفة حالياً السيد الحبيب المالكي.
- مجلس المستشارين، ويتألف من 120 عضواً ينتخبون لمدة 6 سنوات عن طريق الاقتراع العام غير المباشر، الذي يخضع لإشراف القانون التنظيمي رقم 11-28 الخاص بعمل مجلس المستشارين. وتتكون الغرفة من أعضاء يمثلون المجالس الجهوية (24 عضواً)، والمجالس البلدية (48 عضواً)، والغرف المهنية (20 عضواً)، ونقابات الموظفين المنتخبين على المستوى الوطني (20 عضواً)، ومنظمة أرباب العمل (8 أعضاء)، و تعد وظيفة التمثيل الإقليمي لهذه الغرفة جوهرية.

تتمثل السلطات الرئيسية للبرلمان في:

- مراقبة عمل الحكومة، من خلال الوسائل التي قمنا بتفصيلها في القسم الخاص بالعلاقة بين السلطتين التنفيذية والتشريعية، والتي تشمل القدرة على إسقاط الحكومة.
- تقييم السياسات العامة؛
- التصويت على القوانين في المجالات المخصصة لها، بشكل رئيسي:

- الحريات والحقوق الأساسية؛
- مدونة الأسرة والحالة المدنية؛
- النظام الصحي؛
- الإعلام والصحافة؛
- الجنسية ووضع الأجانب؛
- تحديد الجرائم والعقوبات؛
- التنظيم القضائي؛
- الإجراءات المدنية والإجراءات الجنائية؛
- نظام السلطات المحلية؛
- النظام الانتخابي؛
- النظام الضريبي، وهو أمر أساسي لعمل بلد ما؛
- التعليم والبحث العلمي والتكوين المهني.

- إنشاء لجان التحقيق بناء على طلب من الملك أو ثلث أعضاء أي من المجلسين، للتحقيق في وقائع محددة أو إدارة الخدمات والمؤسسات العامة والشركات. على سبيل المثال، حققت لجنة في أسعار الوقود في أبريل وماي عام 2018 عقب مقاطعة شبكات التواصل الإجتماعي.



في منطق الملكية البرلمانية، تخضع الحكومة للمساءلة أمام البرلمان وتكون مسؤولة أمام البرلمان الذي انبثقت عنه.

تتحقق مراقبة البرلمان على الحكومة على النحو التالي:

- يمكن لرئيس الحكومة إشراك الحكومة في المسؤولية أمام مجلس النواب، أو في سياستها أو للتصويت على النص. إن رفضت الثقة، الذي أعربت عنها أغلبية الممثلين، ينطوي على الاستقالة الجماعية للحكومة؛
- يمكن لمجلس النواب أيضا أن يشكك في مسؤولية الحكومة بتصويت ملتصق الرقابة، بأغلبية مطلقة، تؤدي إلى الاستقالة الجماعية للحكومة؛
- يخضع البرنامج الحكومي لتصويت الثقة من قبل مجلس النواب؛
- يجب على الحكومة الإجابة عن الأسئلة المطروحة من قبل البرلمانين خلال جلسة واحدة في الأسبوع، ومن المقرر عقد جلسة سنوية لمناقشة السياسات العامة وتقييمها؛
- يمكن تقديم طلب الاستجواب من قبل مجلس المستشارين إلى الحكومة، التي يجب أن تقدم جواب تليه مناقشة؛
- تقديم تقرير مرحلي متعلق بالحكومة من قبل رئيس الحكومة أمام البرلمان؛
- يجوز للجان البرلمانية تنظيم جلسات استماع لرؤساء الإدارات، بحضور الوزراء المعنيين.

ومع ذلك، يمكن للحكومة أيضا استخدام حد مخيف،

حل مجلس النواب بقرار من مجلس الوزراء، بعد استشارة الملك ورئيس مجلس النواب ورئيس المحكمة الدستورية. يشرح الإعلان دوافع وأهداف الحل. هذا من حيث المبدأ للتصدي للبرلمان الذي يجعل من الصعب على الحكومة إجراء انتخابات جديدة. بالإضافة إلى ذلك، يمكن للوزراء الوصول إلى الغرف ولجانها، مما يمنحهم معلومات كاملة عن المناقشات البرلمانية.



2 - السلطة التنفيذية

تتكون السلطة التنفيذية من الحكومة، أي رئيس الحكومة والوزراء وكتاب الدولة، وقد يختلف عددهم وتكوينهم من حكومة إلى أخرى.
يتم تعيين رئيس الحكومة من الحزب الذي حصل على المرتبة الأولى في الانتخابات البرلمانية.
يشرح القانون التنظيمي رقم 065-13 تنظيم و قيادة عمل أعضاء الحكومة بالإضافة إلى وضعية الوزراء.
تقع الحكومة تحت مسؤولية رئيس الحكومة، الذي يحدد مهام وصلاحيات كل عضو من أعضائها.
على الرغم من توزيع المهام، **تعمل الحكومة وفقاً لمبدأ التضامن الحكومي**،
ويجب على جميع الوزراء اتباع نفس المبادئ التوجيهية والامتناع عن عرض موقف مخالف.

تمثل السلطات الرئيسية للحكومة فيما يلي:

- يحظى رئيس الحكومة بمبادرة القوانين، أي أنه يستطيع مباشرة مشروع قانون يتم طرحه على إحدى الغرف ومناقشته؛
- تنفذ الحكومة برنامجها؛
- تضمن الحكومة تنفيذ القوانين؛
- تضطلع الحكومة بمهمة الإدارة وتشرف على المؤسسات و المقاولات العمومية؛
- تتمتع الحكومة بسلطة تنظيم (المراسيم) التي تمكن سن قواعد في مسائل لا تقع ضمن الاختصاص الحصري للبرلمان أو تحديد القواعد التي ينص عليها القانون؛
- يعين رئيس الحكومة موظفي الخدمة المدنية في الإدارات العامة والمكاتب العليا للمؤسسات المقاولات العمومية؛
- يرأس رئيس الحكومة مجلس الحكومة (لا ينبغي الخلط بينه وبين مجلس الوزراء الذي يرأسه الملك)، والذي يجتمع مرة واحدة على الأقل في الأسبوع ويتداول على وجه الخصوص ما يلي:

- السياسة العامة للدولة؛
- السياسات العامة والقطاعية؛
- حقوق الإنسان والنظام العام؛
- مشروع قانون المالية.



تقيـلة هاد
المطرقة !

بصح !



صلاحيات الملك الرئيسية اتجاه الحكومة هي كما يلي:

- يعين رئيس الحكومة من الحزب السياسي الذي يأتي على رأس انتخابات أعضاء مجلس النواب؛
- يعين أعضاء الحكومة، بناء على اقتراح من رئيس الحكومة. ونذكر أن الأمر لا يتعلق بسلطة شكلية، فالملك يزن حقا في تكوين الحكومة.
- إنهاء مهام أحد أعضاء الحكومة أو أكثر بعد التشاور مع رئيس الحكومة أو بناءً على طلب هذا الأخير. نشدد على أن القرار في هاتين الحالتين هو للملك الذي قد لا يتبع نصيحة أو طلب رئيس الحكومة.
- يرأس مجلس الوزراء، المؤلف من رئيس الحكومة والوزراء، الذي يعقد بمبادرة من الملك أو رئيس الحكومة، ويتداول على وجه الخصوص بشأن "التوجهات الاستراتيجية لسياسة الدولة"
- لذلك، وعلى الرغم من أن الملك لا يمارس السلطة التنفيذية في حد ذاتها، إلا أنه يتمتع بنفوذ كبير على الحكومة التي هي مسؤولة أمام الملك وتتبع تعليماته في مجلس الوزراء.

تتمثل صلاحيات الملك الرئيسية في السلطة التشريعية فيما يلي:

- يصدر القوانين التي اعتمدها الغرف نهائياً خلال الثلاثين (30) يوماً التالية لإحالتها على الحكومة.
- ولا يتعلق الأمر هنا بقدرة بل بواجب للملك، الذي لا يمتلك أي حق فيتو على القوانين التي تم اعتمادها.
- قد يطلب الملك من مجلسي البرلمان العمل على قراءة جديدة لأي مشروع قانون أو اقتراح قانون. لا يمكن رفض هذا الطلب لقراءة جديدة. من ناحية أخرى، ولا يعني ذلك بالضرورة أن البرلمان يجب أن يتبع تعليمات الملك فيما يتعلق بمضمون القانون. من المحتمل أن يقوم البرلمان بتأكيد نص مماثل أو مشابه بعد قراءة جديدة.
- يجوز له حل أحد مجلسي البرلمان أو كليهما بعد التشاور مع رئيس المحكمة الدستورية وإبلاغ رئيس الحكومة ورئيس مجلس النواب ورئيس مجلس المستشارين وبعد ذلك إرسال رسالة إلى الأمة.
- وبالتالي فإن الملك يمارس تأثيراً مؤكداً على البرلمان من خلال قدرته على حل مجلس النواب. ومع ذلك، فهذا أحد الاحرازات الكبيرة لدستور عام 2011، فإنه لا يملك مبادرة إصدار القوانين أو حق النقض لإعاقه قانون مرره البرلمان.

وتتمثل سلطات الملك الرئيسية فيما يتعلق بالسلطة القضائية

- في ترؤس المجلس الأعلى للقضاء والموافقة على تعيين القضاة.
- يشرف بوضوح على أداء السلطة القضائية. وبالتالي، تنص المادة 107 من الدستور على أن الملك هو الضامن لاستقلال القضاء، أي لاستقلاله عن السلطتين التنفيذية والتشريعية.

أخيراً، يتمتع الملك بالصلاحيات الأساسية التالية:

- يرأس القوات المسلحة الملكية ويرأس المجلس الأعلى للأمن، الذي يحدد استراتيجيات الأمن الداخلية والخارجية للبلاد.
- يمثل المغرب على مستوى الساحة الدولية بالتوقيع والمصادقة على المعاهدات.
- يمكن أن يعلن حالة الإستثناء، بعد التشاور مع رئيس الحكومة، مع تولي مقاليد البلاد خلال فترة الإستثناء.

المادة 41

الملك هو:

- رئيس الدولة،
- ممثلها الأسمى،
- رمز وحدة الأمة،
- ضامن دوام الدولة واستمرارها،
- الحكم الأسمى بين مؤسساتها...



1 - الملكية

تتمتع المؤسسة الملكية بعدد فوق مؤسساتي، بمعنى أنها تتموقع على درجة أعلى من المؤسسات الأخرى. أولاً وقبل كل شيء بسبب وظائفها الدينية. وفقاً للمادة 41 من الدستور، الملك هو أمير المؤمنين، وبالتالي يضمن احترام الإسلام، الذي يعد ثابتاً من ثوابت المملكة ويحدد أو يكمل أو يشرط العديد من الحريات العامة.

في أداء هذه الوظيفة، يرأس الملك المجلس الأعلى للعلماء، وهو الهيئة الوحيدة المخولة لفرض مشاورات دينية (فتاوى)، والتي قد يكون لها تأثير في بعض المجالات القانونية (على سبيل المثال في مجال قانون الأسرة أو التنظيم القانوني المطبق على التمويل الإسلامي).

واحدة من المستجدات العظيمة للدستور هو فصل السلط المدنية والدينية رسمياً. من وجهة نظر سياسية صارمة، تنص المادة 42 من الدستور على أن الملك هو "رئيس الدولة، وممثلها الاسمي، ورمز وحدة الأمة، وضامن دوام الدولة واستمرارها، والحكم الاسمي بين مؤسساتها". هذا أمر أساسي لأنه يتم إضفاء الشرعية على العديد من تدخلات الملك من خلال دوره في التحكيم بين المؤسسات. ولذلك يجب أن تضمن "احترام الدستور، والاداء السليم للمؤسسات الدستورية، وحماية الخيار الديمقراطي وحقوق وحرريات المواطنين" على سبيل المثال، فإن العديد من القضايا التي اصدر المجلس الوطني لحقوق الإنسان شأنها تقارير أو توصيات قد طلبها الملك. كما يساهم في هذا الوضع الاسمي حقيقة أن شخص الملك مصان وله حرمة وأنه يتوجب احترامه، وفقاً للمادة 46 من الدستور. كما يتوجب احترام الملك من قبل أعضاء البرلمان، وخلاف ذلك يبرر المتابعة القضائية أو الاعتقال (المادة 64).

وطبقاً لمصطلحات الدستور، يضطلع الملك بدور أساسي ودور سامي، ولكنه مؤطر. وهكذا، تنص الفقرة 3 من المادة 42 على أن "يمارس الملك هذه المهام، بمقتضى ظواهر، من خلال السلطات المخولة له صراحة بنص الدستور". لا يمكن للملك أن يستولي على صلاحيات لا تخصه، بما في ذلك صلاحيات مخولة للبرلمان أو الحكومة. و يعكس هذا الأمر تقدماً رئيسياً للدستور.

"بعد فوق مؤسساتي"
يعني هادي هي
أعلى سلطة في
المغرب؟

مممم ...
كلمة "فوق" بان لي
ما كافياش.



على هذا النحو، فإن الملكية البرلمانية هي نوع من الملكية الدستورية مع ملك يمثل الدولة والذي يعد الضامن لاستمرارية المؤسسات، مع ترك معظم السلطة لحكومة مسؤولة أمام البرلمان الذي تتركز دوله التمثيلية الوطنية. في النظام البرلماني، تأتي الحكومة من الاغلبية البرلمانية. في الواقع، يحدد الدستور التفاعل بين السلط من جهة، وبين السلطات والملك. بالإضافة إلى ذلك، رئيس الحكومة، رئيس السلطة التنفيذية، هو من الحزب الذي فاز في الانتخابات، و هو مسؤول أمام البرلمان. يجب أن يتوقف التشابه مع العديد من الأنظمة الدستورية والبرلمانية هناك، لأن النظام السياسي المغربي لديه خصائص محددة، مع الملك الذي، أكثر من حكم، يعتبر الفاعل الرئيسي في اللعبة السياسية ويوجد رابط ولاء قوي بين الملكية والامة. المادة 1 من الدستور تضع الملكية كجهة ثابتة للنظام. سنبدأ دراستنا بدراسة موجزة عن القوى والمهام الرئيسية للملك (1). المادة 1 من الدستور تضيف:

”يقوم النظام الدستوري للمملكة على أساس فصل السلط، وتوازنها وتعاونها، والديمقراطية المواطنة والتشاركية، وعلى مبادئ الحكامة الجيدة، وربط المسؤولية بالمحاسبة.“ : وتنص المادة نفسها على أن ”التنظيم الترابي للمملكة هو لامركزي“ ويقوم على ”الجهوية المتقدمة“ . سوف نتذكر بشكل أساسي :

- الفصل بين السلط والتوازن بينها. وهكذا، سنقوم بتحليل العلاقة بين السلطات، في إطار دراسة السلطة التنفيذية (2)، السلطة التشريعية (3) والقضاء (4). من البداية، يجب الإشارة إلى أن الملك لا يعتبر كسلطة من السلطات المذكورة أعلاه، وأنه غير معني بمبدأ الفصل بين السلطات.
- التنظيم الترابي اللامركزي، من المهم أن تدرج في تطوراتنا وصفا موجزا عن المستويات الإدارية الحالية (5).
- المواطن والديمقراطية التشاركية. وهكذا، سنفضل بعض وسائل مشاركة المواطنين في الحياة السياسية (6)، بما في ذلك الانتخابات (مع تخصيص دور واضح للمعارضة)، أو العمل الجمعي، أو العريضة، أو الملتمس، أو إحالة السلطات.



المغرب ملكية
دستورية ديمقراطية
برلمانية واجتماعية.

النظام السياسي المغربي

رغم أنه من الصعب للغاية تعريف نظام سياسي، إلا أننا نستطيع طرح بعض الاسس للتفكير في النظام المغربي.
تنص المادة 1 من الدستور على أن "المغرب ملكية دستورية ديمقراطية برلمانية واجتماعية"
النظام الملكي الدستوري هو نظام سياسي له ملك وراثي تكون سلطاته محدودة بالدستور. الملكية الدستورية تعارض الملكية المطلقة.



الفهرس

1. الملكية
2. السلطة التنفيذية
3. السلطة التشريعية
4. السلطة القضائية
5. التنظيم الترابي للإدارة
- 1.5 الهياكل الانتخابية
- 1.1.5 الجماعات
- 2.1.5 العمالات أو الأقاليم
- 3.1.5 الجهات
- 2.5 الهياكل الإدارية
6. المشاركة المواطنة
- 1.6 الانتخابات
- 2.6 العمل الجمعي
- 3.6 حق تقديم ملتمسات وعرائض
- 1.3.6 الملتمس
- 2.3.6 العريضة
- 4.6 الرجوع الى السلطات

تم إصدار هذا المنشور في إطار مشروع « ثقافة مواطنة »، الذي أطلقته جمعية جذور بدعم من الاتحاد الأوروبي.

يهدف هذا المشروع إلى التحرر و تحرير آراء المواطنين عن طريق تعزيز التربية على المواطنة.



يناير 2019



تم إصدار هذا المنشور بدعم مالي من الاتحاد الأوروبي، وجل محتواه يبقى تحت المسؤولية الكاملة لجذور، و لا يعكس بأي شكل من الأشكال وجهة نظر الإتحاد الأوروبي.

التنسيق العام : كيتري بيرشون
التنسيق العلمي : عادل السعداني
نصوص : إلياس خروز
ديزاين / رسم : رضا بوعسرية
إيديتين : رجا حمادي
ترجمة : هدى ابوطيب
طبع : ماغوك أمبريسيون

رحلة إلى عمق النظام السياسي المغربي



بدعم مشترك من الاتحاد الأوروبي



مبادرة من جدور



جدور
RACINES
Association pour le
développement culturel
au Maroc et en Afrique

ثقافة
مواطنة